

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3315- LUNDI 10 SEPTEMBRE 2018

LA CONGOLAISE DES EAUX

Les syndicalistes appellent à la reprise effective du travail

Les travailleurs de La Congolaise des eaux, ex-Société nationale de distribution d'eau, ont pu accorder leurs violons après trois semaines de turbulences occasionnées par une frange d'employés qui contestait la nouvelle équipe dirigeante de la société. Réunie le 8 septembre à Brazzaville, la coordination des syndicats a invité les agents à reprendre le travail dans un climat de collaboration et de confiance mutuelle.

« ... Aucun travailleur n'a perdu son emploi et n'a été puni pour son implication au mouvement qui a prévalu. La période de turbulences est passée, nous sommes heureux de constater que le travail a repris à tous les niveaux. Il nous revient chacun, en ce qui le concerne, de redoubler d'efforts en vue de la préservation de notre outil de travail », indique la déclaration rendue publique à la fin de la réunion.

Page 3



Une vue des agents de La Congolaise des eaux

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Grève à l'Université Marien-Ngouabi



Un amphithéâtre de l'Université Marien-Ngouabi générale et illimitée à compter du 7 septembre, de l'arrêt des inscriptions et de l'organisation des différents concours d'entrée à l'université », précise la déclaration des syndicats qui conditionnent la reprise des activités au paiement de six mois d'arriérés de salaires, au versement de la subvention et à la régularisation des salaires.

Page 5

Au terme d'une assemblée générale à Brazzaville, les syndicalistes de l'alma mater nationale ont entamé, le 7 septembre, une grève générale illimitée en raison de la non prise en compte, par le gouvernement, des problèmes posés par les travailleurs depuis plusieurs mois.

« En considération de ce qui précède, l'assemblée des syndicalistes décide d'une grève

TALANGAI

Les habitants redoutent la résurgence de l'insécurité



Le député Jean Claude Ibovi face à ses mandants

La population des quartiers 64 et 65 du sixième arrondissement de Brazzaville, Talangai, notamment celle de la zone détruite par les explosions du 4 mars 2012, déplore le retour de l'insécurité dans cette partie de la ville. Les habitations abandonnées du fait des déflagrations constituent des refuges des personnes incontrôlées, pour la plupart des étrangers, qui s'adonnent aux actes criminels. Cette question ainsi que bien d'autres ont été au centre des échanges entre le député de la deuxième circonscription électorale de Talangai, Jean Claude Ibovi et ses mandants.

Page 3

INSTITUT NATIONAL DU TRAVAIL SOCIAL

Cinquante-huit premiers étudiants reçoivent leur diplôme

Page 16

Éditorial

Roman

Page 2

LUTTE CONTRE LES ANTIVALEURS

La majorité présidentielle ne protège pas les auteurs des crimes économiques

Page 2

EDITORIAL

Roman

La littérature a ceci de fascinant que les romanciers prennent souvent leurs rêves pour la réalité, leurs obsessions personnelles pour la vérité. Ce qui les conduit parfois, pour ne pas dire fréquemment, à confondre le rêve et l'histoire, autrement dit à s'enfermer dans le déni du présent au risque de tromper ceux qui les lisent.

Prenons, pour illustrer ce propos, le cas d'Alain Mabanckou qui vient tout juste de publier un nouveau roman - «*Les cigognes sont immortelles*» paru aux Editions du Seuil - et qui exprime cette semaine sa rancœur envers son pays natal dans une longue interview que publie *Jeune Afrique*. Ayant choisi de construire sa vie d'universitaire aux Etats-Unis et d'écrivain en France, il parle avec une agressivité rare du Congo, de ses dirigeants, de son évolution intérieure. Ce qui le conduit, lorsqu'il présente sur les ondes son nouveau livre, à énoncer des contre-vérités que chacun peut aisément vérifier, autrement dit à parler de son pays natal comme un romancier et non comme un observateur.

Pour justifier son agressivité à l'égard du Congo - agressivité dont il faudra un jour décrypter les causes - Alain Mabanckou n'hésite pas, en effet, à tromper ceux qui l'écoutent ou qui le lisent. Nous sommes bien placés nous-mêmes pour le démontrer puisqu'il prétend que ses livres ne sont pas en vente au Congo alors même que notre librairie, installée en plein cœur de Brazzaville, les met en avant depuis des années comme chacun peut aisément le constater.

Plus grave encore parce que démontrant qu'un professeur au Collège de France - l'une des institutions culturelles les plus prestigieuses de ce pays - peut en venir à délivrer des mensonges qui portent atteinte à son pays d'accueil, Alain Mabanckou prétend qu'il est interdit de séjour au Congo depuis cinq ans. Or chacun sait qu'il n'en est rien, ce que confirme le ministre de la Justice, Aimé Ange Bininga, en page 9 de ce même numéro de *Jeune Afrique* qui souligne les incohérences de l'écrivain sous le titre «*Le mystère Mabanckou*».

Ayant à plusieurs reprises, ces dernières années, invité cet écrivain à venir au Congo, l'ayant aidé de différentes façons lorsqu'il éprouvait quelques difficultés, nous pouvons dire qu'il se conduit mal, très mal envers son pays. Pourquoi ? Sans doute parce que bercé par ses succès sur le plan littéraire, il ne voit plus la vie que comme un roman. Autrement dit que la vérité compte peu, très peu désormais pour lui.

Les Dépêches de Brazzaville

LUTTE CONTRE LES ANTIVALEURS

La majorité présidentielle ne protège pas les coupables

La plateforme qui a récemment tenu une assemblée générale au palais des Congrès de Brazzaville, a lancé un appel à la mobilisation de toutes ses forces pour, dit-elle, se dresser comme un seul homme derrière l'action du président de la République consistant à lutter contre les antivaleurs.



Le présidium du travail

Réunie sous la direction de son président par intérim, Pierre Ngolo, la majorité présidentielle a examiné la situation socio-politique du pays après le discours du chef de l'Etat du 14 août dernier. En effet, les partis et associations membres de cette plate-forme ont réitéré leur position contenue dans la déclaration du 4 avril, appelant les institutions de la République à s'élever au niveau réel de leurs missions. Ils rappelaient par la même occasion qu'il appartenait aux institutions habilitées à réprimer la corruption, le vol, le laxisme et tout autre comportement blâmable de prendre leurs responsabilités. Les partis et associations membres de cette plate-forme politique demandaient aussi que soit traduite devant les juridictions compétentes toute personne, sans distinction aucune, quel que soit son rang ou sa sensibilité politique, coupable d'avoir commis des faits répréhensibles. Cela dans l'exercice de ses responsabilités à n'importe quel échelon de la hiérarchie sociale, économique et administrative et à l'écarter de toute gestion de la chose publique. Cette déclaration qui avait été saluée par plus d'un, a déploré ce collectif, a été quelque peu remise en cause suite à la conférence de presse animée par les responsables des partis de la majorité présidentielle le 22 août après le rapport de la commission nationale de lutte contre la corruption, la concussion et la fraude incriminant l'un d'entre eux. Cette position claire qui tranche, selon Pierre Ngolo, avec toute inclination à la complaisance ou à la démission, a été notifiée, le 24 avril, au gouvernement qui ne devrait désormais compter sur l'appui de la majorité qu'en fonction de son attitude face à la ligne tracée par le chef de l'Etat le 30 décembre 2017. Pour le président par intérim de la majorité présidentielle, les antivaleurs ne se ramenaient pas seulement à la corruption et à la fraude. Il s'agit également de tous les comportements déviants qui gangrènent l'espace social congolais. «*Pour nous, cette position, expression d'une bonne interiorisation de la situation du pays ainsi que de la détermination à changer n'est ni négociable ni variable. Cette position, notre position sans équivoque exclut, à notre niveau, la complaisance et toute velléité de règlement de comptes ; question de laisser se promouvoir la justice* », a-t-il martelé, précisant que le fait d'évaluer le principe de présomption d'innocence ne constituait en rien un soutien au citoyen sur qui pèsent des soupçons, encore moins une entrave à une procédure en cours. Notons que la majorité présidentielle a, par ailleurs, officialisé la structuration de sa coordination.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLELes Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC) Site Internet : www.brazzaville-adiac.com DIRECTION Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse Secrétariat : Raïssa Angombo RÉDACTIONS Directeur des rédactions : Émile Gankama Assistante : Leslie Kanga Photothèque : Sandra Ignamout Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi RÉDACTION DE BRAZZAVILLE Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina, Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia Service International : Nestor N'Gampoula	(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama RÉDACTION DE POINTE-NOIRE Rédacteur en chef : Faustin Akono Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Mélaine Eta Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34 RÉDACTION DE KINSHASA Directeur de l'Agence : Ange Pongault Chef d'agence : Nana Londole Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi Sports : Martin Enyimo Relations publiques : Adrienne Londole Service commercial : Stella Bope Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga Distribution et vente : Jean Lesly Goga Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -	Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200 MAQUETTE Eudes Banzouzi (chef de service) Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff. INTERNATIONAL Directrice : Bénédicte de Capèle Adjoint à la direction : Christian Balende Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi. ADMINISTRATION ET FINANCES Directrice : Lydie Pongault Secrétariat : Armelle Mounzeo Chef de service : Abira Kiobi Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi Caisse principale : Sorrelle Oba PUBLICITÉ ET DIFFUSION Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna Assistante commerciale : Hortensia Olabouré Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto	Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole. Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngono TRAVAUX ET PROJETS Directeur : Gérard Ebami Sala INTENDANCE Coordonnateur général:Rachyd Badila Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi Chefde section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE) Directeur : Emmanuel Mbengué Assistante : Dina Dorcas Tsoumou Directeur adjoint : Guillaume Pigasse Assistante : Marlaine Angombo IMPRIMERIE Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi Gestion des stocks : Elvy Bombete Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo Tél. : (+242) 05 629 1317	eMail : imp-bc@adiac-congo.com INFORMATIQUE Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé LIBRAIRIE BRAZZAVILLE Directrice : Lydie Pongault Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo GALERIE CONGO BRAZZAVILLE Directrice : Lydie Pongault Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi. Astrid Balimba, Magloire NZONZI B. ADIAC Agence d'Information d'Afrique centrale www.lesdepechesdebrazzaville.com Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr Président : Jean-Paul Pigasse Directrice générale : Bénédicte de Capèle Secrétaire général : Ange Pongault
--	---	---	--	---

SIXIÈME ARRONDISSEMENT DE BRAZZAVILLE

La population préoccupée par l'insécurité

Les habitants des quartiers 64 et 65 de la deuxième circonscription de Talangai, notamment la zone détruite par les déflagrations du 4 mars 2012, ont exprimé leur ras le bol à leur député, Jean-Claude Ibovi, à l'occasion de sa descente parlementaire le 6 septembre.



Jean-Claude Ibovi face aux mandants (Adiac)

La rencontre citoyenne de Jean-Claude Ibovi avec ses mandants a été l'occasion pour ces derniers de lui faire part de leurs doléances. Au nombre de celles-ci, l'insécurité qui règne dans leur zone. L'un des responsables de quartier a expliqué au député que le secteur dit Kanga-Mbanzi, touché par les explosions du 4 mars 2012, est aujourd'hui habité par des gens dont ils n'ont pas le contrôle, qui ont occupé les habitations abandonnées.

« La question est-elle vue par les chefs de zone, de bloc », s'est-il interrogé avant d'ajouter: « Nous ne sommes pas contre ces personnes, nous ne les chassons pas non plus mais il faut que celles-ci soient rigoureusement contrôlées, parce qu'il y a aujourd'hui un problème d'insécurité dans cette zone ».

Outre cette question, la situation des anciens travailleurs de l'ATC qui n'ont ni salaires pour les uns ni pensions pour les autres ainsi que celle de leurs épouses laissées pour compte a été aussi abordée.

La non-assistance des veuves, les expropriations dans certaines zones, la situation des jeunes désœuvrés, les problèmes d'électricité, d'eau, d'insalubrité, de canalisation des eaux de pluie, la rentrée scolaire des enfants et bien d'autres, ont fait partie des sujets soulevés.

Prenant la parole à son tour, Jean-Claude Ibovi a, dans un style direct, déclaré: « Nous sommes à la veille du budget 2019, il fallait venir prendre les préoccupations de la population afin de les mettre à la disposition du gouvernement. J'ai entendu toutes vos préoccupations. Vous savez aussi que c'est depuis dix ans que nous sommes ensemble. Je suis venu vous rencontrer, parce que je tenais à vous écouter. Avec la situation que nous traversons, il faut être courageux pour rencontrer ses mandants. Si on n'arrive plus à accompagner la population, c'est tout simplement parce qu'il n'y a plus de moyens, soyons réalistes. La situation du pays est difficile ».

Jean Jacques Koubemba

LA CONGOLAISE DES EAUX

Les agents exhortés à reprendre le travail

L'appel a été lancé le 8 septembre à Brazzaville par la coordination des syndicats de l'entreprise, au terme de trois semaines de protestation pour vice de forme et de procédure liée au processus de mise en œuvre des réformes et à la désignation de nouveaux dirigeants.

Dans un message rendu public, la coordination des syndicats de La Congolaise des eaux (LCDE), ex-Société nationale de distribution d'eau, a indiqué que la période de turbulence est passée et le travail devrait reprendre à tous les niveaux de l'entreprise, dans un climat de confiance mutuelle et de saine collaboration. Elle a invité chaque agent à redoubler d'efforts en vue de la préservation de l'outil de travail qui constitue un défi majeur et s'impose à tous les travailleurs. La déclaration appelle à la conscience collective des travailleurs de la nouvelle entreprise pour que soit abandonnée toute velléité de division, d'intrigue, de haine, de trafic d'influence, de tribalisme, de régionalisme, de clanisme, de calomnie, d'antivaleurs, de paresse, d'absentéisme, d'insubordination, bref, de tout comportement qui tendrait à détourner l'entreprise de sa principale mission qui consiste à donner à la population une eau de bonne qualité en quantité suffisante.

La coordination des syndicats a, en outre, invité les agents à être fiers d'être les premiers employés de la société anonyme de gestion du patrimoine public de l'eau potable, LCDE, comme l'ont été leurs anciens de la Société nationale de distribution d'eau, il y a plus de cinquante ans.

Elle a, par ailleurs, demandé aux travailleurs d'oeuvrer sans relâche afin que la

nouvelle société vive plus longtemps que la précédente, pour leur plus grand bonheur et celui de la population. Il leur a été également demandé de réserver un accueil chaleureux au directeur général et à son adjoint, lors de leurs prochaines descentes.

Créée le 27 juillet 2018, sur décision du conseil des ministres du 8 février, LCDE a connu deux courants qui se sont affrontés suite à la mise en place d'une nouvelle équipe sous la direction de Parfait Makita, en vue d'assurer la gestion de la société et conduire à bon port le processus des réformes.

Seulement, à peine installée cette équipe n'a pas fait l'unanimité au sein des travailleurs, une frange d'agents refusant de la reconnaître. Soucieux de voir le processus de réformes aboutir, un autre courant des agents de LCDE, acquis au changement, tenait le 20 août, une assemblée générale extraordinaire pour fustiger l'attitude de leurs collègues.

Ce collectif, réuni autour de Dieudonné Elenga et de Bruno Olingou Okemba, demandait l'arrêt immédiat de ces troubles, invitant le gouvernement à faire preuve d'autorité sur la question et exigeant l'installation dans un bref délai du nouveau directeur général. La déclaration du 8 septembre arrive sur fond de querelles et de contestation, et prône la réconciliation.

J.J.K.

LE FAIT DU JOUR

Une place pour trente-six

L'Ile de Madagascar, sur l'océan indien, a l'habitude des gros chiffres. Surtout quand il s'agit de la course au fauteuil présidentiel. Pour le scrutin prévu le 7 novembre, ils seront ainsi trente-six candidats à briguer le poste qu'occupe Hery Rajaonarimampianina, élu en 2013, qui est lui-même en lice pour sa propre succession. Comme par délit d'habitude, il faut rappeler qu'en 2013, le seuil de la trentaine de rivaux avait aussi été dépassé, puisqu'ils étaient au total trente-trois postulants. On dit la Grande Ile, donc peut-être aussi de grandes concurrences, de grandes ambitions.

Comparée à la présidentielle d'il y a cinq ans, celle de cette année a la particularité de relancer la bataille de la place entre anciens chefs d'Etat. Parmi eux, Didier Ratsiraka, 82 ans, qui exerça la fonction suprême dans

son pays de 1975 à 1993, puis de 1997 à 2002 ; Marc Ravalomanana, né le 4 décembre 1949, président de Madagascar de 2002 à 2009, ou encore Andry Rajoelina, 44 ans, qui fut président de la Haute Autorité de transition, de fait chef de l'Etat de 2009 à 2014, après le coup d'Etat qu'il orchestra contre Ravalomanana. Avec eux, cela a été dit, le président sortant, qui sollicitera les suffrages de ses compatriotes après avoir fêté la veille, ses soixante-deux ans d'existence.

À l'issue du premier tour qui sans doute ne donnera pas de vainqueur vu le nombre vertigineux de candidats, les Malgaches devront retourner aux urnes, le 19 décembre, pour départager les deux « chanceux » arrivés en tête. Comme cela se passe sous d'autres cieux, on assistera soit au report des voix des malheureux sur le candidat de leur choix, ou bien au désistement sans

consignes des uns et des autres. On pourrait également, c'est aussi l'une des caractéristiques des scrutins sur le continent africain et sa grande île, entendre les perdants crier à la fraude, aux dysfonctionnements généralisés du processus tout court.

Avant de se porter candidat, le président Rajaonarimampianina a été confronté en début d'année à des manifestations de rue durant lesquelles l'opposition réclamait sa démission. La contestation portait en gros sur les lois électorales jugées inadaptées par les contradicteurs du chef de l'Etat. Le raidissement des positions était tel qu'on redoutait l'intervention de l'armée dans le processus politique. Cela n'a pas été le cas et les choses, au dernier moment, sont rentrées dans l'ordre, permettant d'espérer une compétition électorale ouverte, où le meilleur devrait l'emporter sans que cela provoque des typhons sur l'Ile.

On a souvent invoqué le libre choix des électeurs comme l'un des moments fondateurs de la démocratie quand le peuple doit décider de qui doit conduire ses destinées. Les Malgaches ont donc le choix entre trente-six de leurs compatriotes qui expriment chacun l'engagement de rendre la vie prospère, de mieux écouter leurs doléances et de les tirer de la misère. Ils auraient une demi-dizaine, une demi-douzaine, le choix serait néanmoins aisé. À trente-six, ils vont tous donner le tournis à ceux qui décideront de leur avenir politique dans l'immédiat et dans le futur.

Heureusement, et cela les candidats eux-mêmes, ainsi que les potentiels électeurs en sont conscients : il y en a qui se positionnent à l'élection présidentielle pour du vrai, d'autres pour espérer ensuite monnayer leur pourcentage, d'autres encore pour la pure forme. Ainsi va la démocratie.

Gankama N'Siah

MISE AU POINT

Dans notre parution n° 3309 du lundi 3 septembre 2018, nous avons publié, à la page 4, un article intitulé : « District de Lekana : le choix du site de construction de la maternité fait polémique ». Voici la mise au point du Ministère de la Santé et de la population ; ainsi que l'acte notarié justifiant l'appartenance du site à l'Etat.

Le ministère de la Santé et de la population est victime d'une publication dans un journal de la place, publication selon laquelle le ministère en charge de la santé souhaiterait réhabiliter le cabinet médical privé appelé Bercy, appartenant au ministre d'Etat, directeur du cabinet du chef de l'Etat, dans le district sanitaire de Lékana (département des Plateaux), délaissant le centre de santé intégré (public) existant dans le même district sanitaire.

Le contexte : la République du Congo a bénéficié jusqu'en fin 2017, du soutien financier de Gavi, l'Alliance du vaccin (auparavant appelé Alliance mondiale pour les Vaccins et la vaccination) pour l'introduction de vaccins nouveaux et sous utilisés. « Gavi Alliance est le premier partenaire mondial de santé du secteur public et privé dont le but est de sauver la vie des enfants et de protéger la santé des populations grâce à l'utilisation généralisée des vaccins ». Ce soutien a été apporté sous formes de subventions à l'introduction de nouveaux vaccins; au renforcement des services de vaccination; au plan de transition (ou plan de sortie d'éligibilité) ; et au Renforcement du système de santé (RSS).

Dans le cadre du financement initial obtenu en 2017 par le ministère de la Santé et de la population, pour accompagner le plan de transition et prenant en compte les districts sanitaires des départements à mauvaise performance vaccinale , à savoir Brazzaville (districts sanitaires de Moungali, de Ouenzé et de Talangaï), Bouenza (districts sanitaires de Nkayi-Loudima), Cuvette (districts sanitaires d'Owando, de l'Alima et de Mossaka-Loukolela), Likouala (districts sanitaires d'Enyellé, de Bétou et d'Impfondo) et Pool (districts sanitaires de Kinkala-Boko, Ignié-Ngabé et Goma Tsé-Tsé), le projet RSS avait prévu par l'intermédiaire de l'Organisation mondiale de la santé, le financement d'une mission

d'évaluation des besoins en réhabilitation de vingt-trois centres de santé intégrés (CSI) à travers la République en vue d'améliorer leurs performances en général et celles relatives à la santé de la mère et de l'enfant en particulier. Le ministère de la Santé et de la population, avec l'appui du cabinet d'étude Archi Consult, a déployé des équipes sur le terrain du 7 au 22 mars 2017 en vue de réaliser ladite mission d'évaluation des besoins en réhabilitation des vingt-trois CSI retenus. Une fois la mission terminée, au regard de l'état de ces centres de santé intégrés qui ne répondaient pas tous aux normes et standards en infrastructures de santé : (i) d'offre du paquet de soins et services, (ii) d'accès à l'eau et à l'électricité, (iii) d'infrastructure, (iv) d'équipement, (v) de mobilier et, (vi) des ressources humaines ; le ministère de la Santé et de la population, sur la base des critères de classification des vingt-trois CSI et aux fins de garantir la pérennité des investissements consentis par Gavi Alliance, a retenu six CSI à réhabiliter, à savoir les CSI de Mokengui, Mombenzélé, Dzéké et Boyélé dans la Likouala ; Loudima-gare dans la Bouenza et Marien-Ngouabi à Brazzaville. Pour la majorité de ces CSI, les travaux de réhabilitation sont en cours et seront achevés d'ici à décembre 2018.

Cette première expérience ayant été d'une totale réussite et satisfaction, Gavi Alliance a accédé à la requête du ministère de la Santé et de la population, afin que cette activité soit reconduite en vue de préserver les acquis du projet. Dans le financement additionnel du projet géré cette fois-ci par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), la mission d'évaluation des besoins en réhabilitation a été réalisée du 5 au 9 mars 2018 et a concerné trente-trois CSI à faibles performances dans les départements du Kouilou, des Plateaux, de la Bouenza, de la Lékoumou, du Niari et du Pool.

Comme évoqué précédemment, « Gavi Alliance est le premier partenaire mondial

de santé du secteur public et privé dont le but est de sauver la vie des enfants et de protéger la santé des populations grâce à l'utilisation généralisée des vaccins » et c'est dans cette optique que, en partenariat avec le ministère de la Santé et de la population, un appui est aussi fourni aux centres de santé privés en appuyant ceux-ci par l'organisation des séminaires de renforcement des capacités des ressources humaines, la dotation des réfrigérateurs solaires et autres services avec l'approbation du conseil d'administration de Gavi Alliance.

Le ministère de la Santé et de la population a réceptionné en juin 2018, cent vingt réfrigérateurs solaires et électriques destinés aux CSI publics et un autre lot de quatre-vingt réfrigérateurs solaires et électriques destiné aux centres de santé privés sont en cours d'acquisition.

Concernant le centre de santé privé de Bercy, en considération de la volonté du promoteur à céder ce centre de santé à l'Etat, une mission d'évaluation des besoins en réhabilitation y a été organisée sur financement propre du ministre d'Etat, directeur du cabinet du chef de l'Etat, avec l'appui des techniciens de la direction générale des infrastructures, des équipements et de la maintenance (DGIEM) du ministère de la Santé et de la population. Les résultats de l'évaluation des travaux de réhabilitation disponibles, le ministre d'Etat s'est engagé, en présence de la population de Lékana, à appuyer le ministère en charge de la santé en supportant 50% des frais de réhabilitation du centre, les 50% restants financés par des ressources à mobiliser par l'Etat ou ses partenaires techniques et financiers. Le ministre d'Etat a aussi informé le cabinet du département ministériel en charge de la santé qu'après la réhabilitation dudit centre, qu'il prendrait un acte pour le transférer à l'Etat. Cet acte notarié, dont copie a bien été remis au ministère de la Santé et de la population, est intitulé « Cession des droits mobiliers et immobiliers

entre Monsieur Florent Tsiba et la communauté urbaine de Lékana ». L'infrastructure dont il s'agit est désormais la propriété de l'Etat depuis le 5 janvier 2018, donc à la disposition de la population de la communauté urbaine de Lékana.

Ainsi, cette infrastructure de santé a été solennellement remise à l'Etat par le propriétaire devant les autorités locales et la population de Lékana. Ce transfert a été administrativement régularisé auprès de Me Jacques Opere, notaire, par un acte portant cession des droits mobiliers et immobiliers entre le propriétaire et la communauté urbaine de Lékana, représentée par M. Jules Nguébo, maire de Lékana, le 5 janvier 2018 (copie jointe).

Après des échanges entre les cadres du ministère en charge de la santé, les experts de Gavi Alliance et de l'Unicef, un avis favorable a été donné pour appuyer à 50% la réhabilitation du centre de santé Bercy, afin de l'aligner aux normes établies par le ministère de la Santé et de la population avec comme conditions (i) la réalisation d'une mission d'évaluation des besoins en réhabilitation du centre de santé intégré (public) de Lékana et (ii) le lancement à court terme des travaux de réhabilitation des deux centres de santé. Le centre de santé Bercy intégrant à terme le paquet de soins offert par le CSI de Lékana.

Le ministère de la Santé et de la population, après un plaidoyer auprès du conseil d'administration de Gavi Alliance, a obtenu en date du 27 août 2018, un avis favorable en vue de réaliser une mission d'évaluation des besoins en réhabilitation du CSI (public) de Lékana et de procéder à la réhabilitation de celui-ci sur fonds du projet RSS-Gavi. Il sied de signaler que le département des Plateaux ne faisant pas partie des départements retenus par le projet RSS-Gavi, le conseil d'administration de cette institution demeure la seule instance par laquelle toutes les procédures sont validées.

A ce sujet, un ordre de service met en

mission courant septembre, une équipe composée des techniciens du ministère de la Santé et de la population et un cabinet d'étude pour l'évaluation des besoins en réhabilitation du CSI (public) de Lékana.

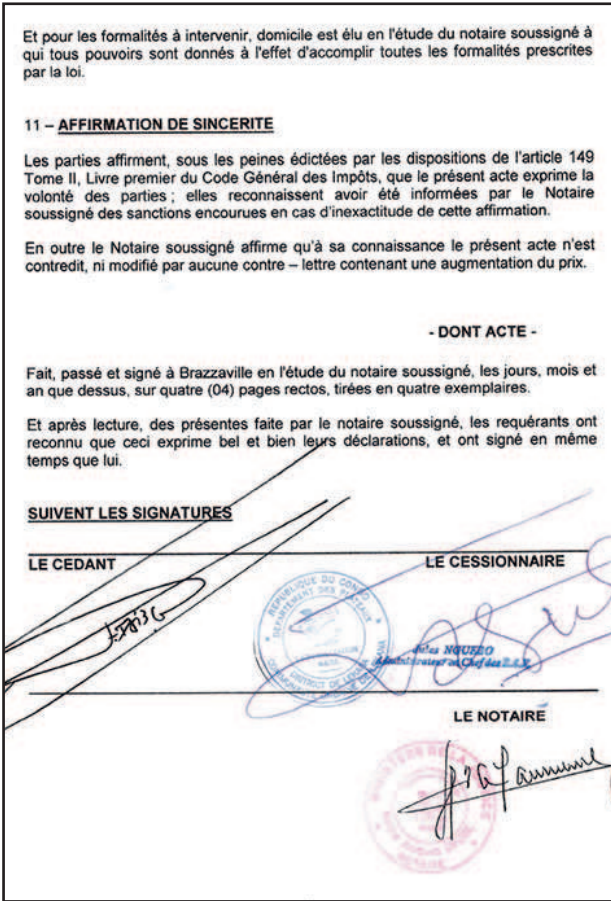
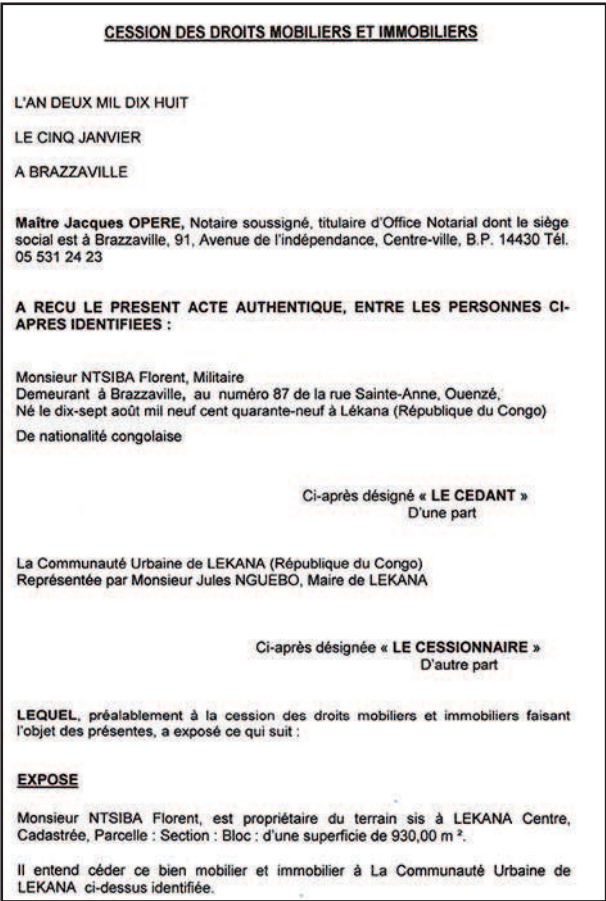
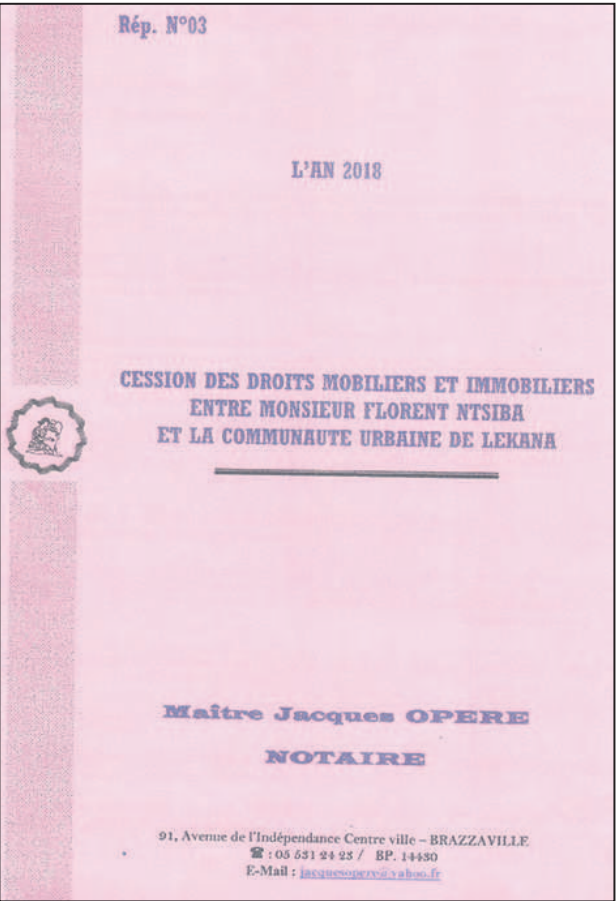
En somme, le projet de réhabilitation des centres de santé de Lékana intègre le programme de revitalisation des districts sanitaires mis prioritairement en œuvre par le ministère de la Santé et de la population, de même qu'il découle du Plan national développement sanitaire. Quoique ces réhabilitations auraient pu concerner des structures privées, celles de Lékana concernent bel et bien des structures publiques propriété de la population congolaise, celles de la population de Lékana en général, et du couple mère-enfant en particulier, cela dans le but de réduire la mortalité infantile et maternelle.

Enfin, comme nous n'avons cessé de le faire depuis notre arrivée en 2016, nous encourageons toutes les initiatives privées, menées en collaboration avec le ministère de la Santé et de la population, et visant à accompagner le gouvernement dans l'amélioration de notre système de santé, particulièrement dans l'accès de la population aux soins de santé primaire.

Le ministère de la Santé et de la population a été particulièrement surpris et consterné par le comportement irresponsable et déplorable des individus qui ont lancé une campagne de désinformation et de calomnie qui met en péril les initiatives et les financements obtenus auprès de nos partenaires techniques et financiers au bénéfice de la population.

Ainsi, ce geste généreux d'un citoyen de la République, comme ceux des autres qui l'ont précédé, est un modèle à suivre.

Fait à Brazzaville,
le 06 septembre 2018
La ministre de la Santé et de la population
Jacqueline Lydia Mikolo



DOUANES CONGOLAISES

Vingt-cinq cadres reçoivent des certificats de formation

Des douaniers ont été initiés à l'usage du nouveau logiciel informatique de gestion des risques dans le circuit de dédouanement.

Les contrôles physiques des marchandises, surtout en import par les services de la douane, constituent l'une des entraves au commerce tant décriées par les opérateurs économiques. Pour remédier à ce frein, la douane congolaise est engagée depuis avril 2015 dans un processus de modernisation de ses administrations.

Cette date marque le début d'un contrat de prestation de service qui lie cette structure et la société Cotecna, notamment en matière de formation des cadres et agents de l'institution fiscale. La société prestataire a réussi à mettre au point un système informatisé d'analyse de risque (Siar), une technologie qu'elle a bien voulu transférer aux douaniers congolais, à l'issue d'un atelier organisé du 3 au 7 septembre à Brazzaville.

La première session de formation a porté sur la conformité



La photo de famille

douanière et la gestion du risque ainsi que les procédures de mise en place d'un outil d'analyse de risques en environnement doua-

nier. La seconde phase, sous forme de focus group, est dédiée au pilotage de l'analyse de

mique créée sera maintenue et contribuera à doter l'institution d'un outil propre, autonome

cette formation, vous êtes plus que capables de déterminer le degré de conformité des opéra-

« Les échanges fructueux ont montré l'adhésion des participants au processus de transfert et d'appropriation du Siar. Nous espérons que la dynamique créée sera maintenue et contribuera à doter l'institution d'un outil propre, autonome et performant »

risques. Quelques cadres sélectionnés ont ainsi travaillé sur les méthodes d'analyse des données à la base de l'analyse de risques. Les deux experts mobilisés par la Cotecna, dont l'un venu de Genève (Suisse), ont fini la formation avec un sentiment de travail accompli. « Les échanges fructueux ont montré l'adhésion des participants au processus de transfert et d'appropriation du Siar. Nous espérons que la dyna-

et performant », a souligné l'un des responsables de la Cotecna, Léandre Joslin Mahoukou.

Du côté de l'institution fiscale, un cap important vient d'être franchi et son directeur général, Alfred Onanga, peut compter sur ses agents formés. « Vous avez aussi appris le traitement des données, la détermination des profils à risque, la définition des règles de ciblage et de l'évaluation des indicateurs de performance. Avec

teurs à la réglementation douanière», s'est-il félicité.

À noter qu'à l'issue de l'atelier, les bénéficiaires ont appelé leur directeur général à initier une autre session de formation, cette fois-ci sur l'utilisation d'Excel pour l'analyse des données, et à mettre en place un mécanisme de reconnaissance d'une équipe de projet Siar qu'ils souhaitent voir naître.

Fiacre Kombo

UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

Les syndicalistes entament une grève générale illimitée

Les travailleurs dénoncent, dans une déclaration rendue publique au terme de leur assemblée générale du 6 septembre, à Brazzaville, le manque de volonté du gouvernement à négocier et à prendre en compte leurs revendications.

L'assemblée générale des syndicats de l'Université Marien-Ngouabi a décidé d'une grève générale illimitée à compter du 7 septembre, suite à la non-résolution par le gouvernement de l'ensemble des problèmes posés par les travailleurs depuis une année. Il s'agit, entre autres, des six mois de salaires impayés, des 50% des heures dues au titre de l'année 2015-2016, des 100% des heures diverses des années 2016-2017 et 2017-2018. Les travailleurs de l'Université Marien-Ngouabi réclament également la concomitance dans le traitement et le paiement de leurs salaires par rapport à ceux de la Fonction publique.

La grève doit permettre de « délivrer un message fort pour que l'éducation soit au cœur des priorités de notre pays », a confié un syndicaliste sous couvert de l'anonymat, à l'issue de leur assemblée générale tenue dans l'amphithéâtre des Humanités du complexe universitaire de Bayardelle. Les syndicalistes demandent également l'arrêt du processus d'inscription et d'organisation des différents concours d'entrée à l'Université Marien-Ngouabi. Le travail, ont-ils laissé entendre, ne pourra reprendre que si l'Etat satisfait leurs revendications.

Fortuné Ibara

SOLIDARITÉ

La Fondation Ninon-Gouamba poursuit ses activités caritatives

Le président d'honneur de l'ONG, Ninon Pachel Gouamba, et ses équipes ont porté assistance, le 7 septembre à Brazzaville, à des personnes malades au quartier 58 Ouenzé, notamment celles de la zone du marché Sukisa.

L'assistance portait sur des femmes et hommes dont

certain à mobilité réduite qui ont reçu quelques pré-



Ninon Pachel Gouamba au chevet d'une malade/Adiac

sents. « Le sens que nous donnons à ce geste est de comprendre qu'en Afrique, la solidarité est quasiment un devoir. Donc, quand on en a un peu, on peut aller vers ceux qui sont dans la précarité pour pouvoir apporter effectivement de l'aide. C'est une démarche que nous avons engagée depuis bientôt six ans. Elle consiste à être au service des autres, des plus faibles », a expliqué le président d'honneur de la fondation éponyme, également député de la 4e circonscription électorale de Ouenzé. Rappelons que Ninon Pachel Gouamba a posé le même geste, le 5 août dernier, à quelques malades terrés dans leurs maisons.

Parfait Wilfried Douniama

MAINTIEN DE LA PAIX

L'ONU décidée à soutenir le Mali

Les Nations unies seront aux côtés du pays pour l'aider à avancer dans « la direction de la paix », a assuré, le 6 septembre à Bamako, le chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU, Jean-Pierre Lacroix, au terme d'une mission de cinq jours.

A sa sortie d'une audience avec le président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, le responsable onusien a affirmé que l'ONU va également aider le Mali « à avancer dans la mise en oeuvre et la réalisation concrète de progrès dans l'accord de paix », indique un communiqué de la présidence malienne.

Le responsable onusien a rappelé que le président Keïta a exprimé, lors de sa prestation de serment, « son engagement et la priorité qu'il attache à la

mise en oeuvre de l'accord de paix » et affirmé que les Nations unies sont « aussi à la disposition des partenaires maliens pour aider à trouver des avancées en ce qui concerne les problèmes rencontrés dans le centre du pays », précise le communiqué.

Selon la même source, au cours de l'audience, il a essentiellement été question de paix et de sécurité mais également de développement ainsi que les questions relatives au G5-Sahel.

Le président Keïta a profité de



Des Casques bleus de la Mission des Nations unies au Mali (Minusma), à Bamako, 1^{er} juillet 2013. REUTERS/Malin Palm

« Je lui ai dit que les Nations unies, en particulier la Minusma, soutiendraient avec toute la détermination nécessaire le G5-Sahel et les actions qui seront conduites dans les prochains mois dans le cadre de cette initiative, qui est une initiative de sécurité mais aussi une initiative politique et une initiative de développement »,

l'opportunité pour exprimer à nouveau l'engagement du Mali dans le G5-Sahel. « Je lui ai dit que les Nations unies, en particulier la Minusma, soutiendraient avec toute la détermination nécessaire le G5-Sahel et les actions qui seront conduites dans les prochains mois dans le cadre de

cette initiative, qui est une initiative de sécurité mais aussi une initiative politique et une initiative de développement », a assuré Jean-Pierre Lacroix.

Le chef des opérations de maintien de la paix des Nations unies a clôturé par cette audience cinq jours passés au Mali où,

avec ses collaborateurs, il s'est rendu à Kidal, Aguelhok, Tessalit, Gao et Sévaré.

Au cours de ce séjour, la délégation onusienne a exprimé directement son soutien envers le Mali sur place, en rencontrant la population, les autorités et la société civile, selon le communiqué.

COOPÉRATION BILATÉRALE

Le Bénin et la Belgique signent une convention générale

Le ministre béninois du Plan et du développement, Abdoulaye Bio Tchané, et le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, ont paraphé, le 6 septembre à Cotonou, une convention générale qui fixe pour les cinq prochaines années les contours juridiques du partenariat entre les deux pays.

Pour Abdoulaye Bio Tchané, la convention signée illustre davantage la belle dynamique de coopération qui lie les deux pays, en ce sens qu'elle offre l'opportunité de fixer le cadre légal devant gouverner leurs relations pour les cinq années à venir.

Pour sa part, Didier Reynders y a vu un signe assez révélateur de la bonne santé des relations bilatérales entre la Belgique et l'Afrique, notamment l'Afrique de l'ouest.

« La signature de cette convention s'est renforcée par la présence d'une ambassade belge directement implantée au Bénin et qui étendra sa juridiction sur le Togo », a-t-il noté, estimant que ce renforcement des échanges diplomatiques allait de pair avec des travaux en commun dans le domaine de la sécurité.

« Il y a une longue tradition sur le plan militaire. Nous sommes maintenant prêts à travailler

« Il y a une longue tradition sur le plan militaire. Nous sommes maintenant prêts à travailler ensemble en matière de police, à travers la police fédérale belge »

ensemble en matière de police, à travers la police fédérale belge », et à poursuivre la coopération « très forte » dans des domaines comme l'agriculture ou la santé, a-t-il souligné.

La visite de travail du chef de la diplomatie belge s'est achevée le même 7 septembre au port autonome de Cotonou, dont la gestion est assurée depuis cette année par Port of Antwerp International, une filiale de l'Autorité portuaire d'Anvers spécialisée dans les activités de conseil et d'investissement.

Selon le ministre béninois des Affaires étrangères, la coopération entre Bruxelles et Cotonou couvre quatre départements considérés comme les plus pauvres du Bénin, à savoir l'Atacora et la Donga (nord-ouest), le Mono et le Couffo (sud-ouest) et se concentre actuellement dans les domaines de l'agriculture et de la santé.

BURKINA FASO

Fermeture de plus de deux cents écoles non conformes aux normes

Le ministère burkinabè en charge de l'Education a annoncé, le septembre à Ouagadougou, la fermeture prochaine à travers le pays, de deux cent vingt-six établissements d'enseignement primaire et secondaire non reconnus par l'Etat. S'exprimant lors d'un point de presse, le ministre de l'Education, Stanislas Ouaro, a indiqué que sur six cent quarante-neuf établissements d'enseignements non reconnus par l'Etat, quatre cent vingt-trois sont « récupérables » alors que deux cent vingt-six sont « irrécupérables ».

Il a donc promis que ces deux cent vingt-six établissements privés de l'enseignement préscolaire, primaire, post-primaire et secondaire seront fermés dès le mois d'octobre.

Pour le ministre, ces établissements ne respectent pas le cahier de charges et présentent également des risques d'insécurité pour les élèves. Au total 4 142 établissements privés d'enseignement primaire et secondaire sont reconnus conformes aux normes de l'Etat au Burkina Faso.

Xinhua





Avis à Manifestation d'intérêt n°004/CEMAC/DPEMF/DS/18

Relatif à la réalisation de l'étude pour l'évaluation du programme statistique sous-régional 2008-2012 et définition du nouveau programme statistique sous-régional pour la Commission de la CEMAC

Contexte: La Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), organisation sous régionale, créée en 1994 en remplacement de l'Union Douanière et Économique de l'Afrique Centrale (UDEAC) regroupe six (6) États: le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée Équatoriale et le Tchad. Sa mission est d'appuyer les États membres pour qu'ils passent d'une situation de coopération à une situation d'Union, en vue de parachever le processus d'intégration économique et monétaire engagé depuis 1964. Les principaux objectifs économiques poursuivis sont les suivants: (i) le renforcement de la compétitivité des activités économiques et financières; (ii) la convergence des politiques économiques; (iii) la création d'un marché commun fondé sur la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes; (iv) la coordination des politiques sectorielle.

Après plusieurs décennies de coopération monétaire dans le cadre de l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale (UMAC), les États membres de la CEMAC ont décidé de renforcer les conditions d'efficacité de la politique monétaire par l'adoption d'un dispositif de surveillance multilatérale des politiques économiques.

Reconnaissant l'importance des statistiques dans le processus d'intégration, notamment en matière de convergence

macroéconomique, et en application des mesures édictées par cette déclaration de Malabo, la Commission de la CEMAC a mis en place en 2001, un Comité sous-régional de statistique, dont les missions principales sont: (i) l'harmonisation des concepts, des méthodes et des outils de collecte et traitement des données statistiques; (ii) la mise en cohérence des objectifs statistiques nationaux et communautaires et; (iii) le renforcement du système statistique de la CEMAC. Ce Comité a été mis en place par la Décision n° 03/01-UEAC-087-CM-06 du 03 août 2001.

En 2007, le Conseil des Ministres de l'UEAC a adopté un programme pluriannuel de la statistique de la CEMAC 2008-2012. Ce programme visait à créer les conditions pour que chaque pays membre soit capable de produire le minimum d'information statistique nécessaire pour la mise en œuvre des politiques économiques nationales et communautaires et pour répondre aux besoins des acteurs de la vie socio-économique.

Plus de dix années après l'adoption de ce premier programme pluriannuel de la statistique de la CEMAC, la Commission de la CEMAC doit faire son évaluation et de définir les nouvelles orientations en matière de méthodologie, de production, et diffusion des données statistiques dans la sous-région. Plusieurs raisons militent

en la faveur de la définition d'un nouveau programme sous régional de la statistique.

Objet: La Commission de la CEMAC lance un appel d'avis à manifestation d'intérêt international relatif à la réalisation de l'étude pour l'évaluation du programme statistique sous-régional 2008-2012 et définition du nouveau programme statistique sous-régional. Cette étude vise les objectifs suivants:

- 1- L'évaluation de la mise en œuvre du premier programme statistique sous régional 2008-2012. Cette évaluation doit faire l'état des lieux des systèmes statistiques nationaux et identifier les forces et les faiblesses de chacun;
- 2- La consolidation des acquis en matière d'harmonisation statistique;
- 3- L'état des lieux des besoins statistiques des départements, organes et institutions spécialisées de la CEMAC;
- 4- L'amélioration de la production des statistiques macroéconomiques, des statistiques sectorielles; et statistiques sociales et démographiques;
- 5- Le renforcement du cadre institutionnel de production et de diffusion des données (dispositif, outil, base de données, archivages, communication, partage et diffusion des données);

6- Le renforcement de la coordination et la coopération dans le domaine statistique entre les États, la Commission et les Partenaires Techniques et Financiers.

Pour tout renseignement complémentaire, bien vouloir contacter:

La Commission de la CEMAC, invite les candidats intéressés, à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus.

Les Bureaux d'études intéressés doivent fournir les informations indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services, notamment: Documents (Brochures de présentation) indiquant avec détails l'exécution de travaux analogues (Année, pays d'exécution du contrat, montant du contrat, preuves d'acceptabilité des livrables, personnel affecté au projet, coordonnées: noms du ou des responsables; adresses, tél, fax, E-mail, etc.).

Une liste de Bureau d'études sera constituée en vue de la consultation restreinte conformément au Règlement n°06/09-UEAC-201-CM-20 portant Procédures de passation, d'exécution et règlement des marchés publics de la Communauté disponible sur le site web de la Commission de la CEMAC.

Les intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse suivante: Département des Politiques Économique Monétaire et Financière / Direction de la Statistique: Tél: 00236 70555096 et email: lontchir@cemac.int, les jours ouvrables, de 8 h 00 à 15 h 00.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le 21 septembre 2018 à 15 heures 30 minutes, heure locale avec accusé de réception et devra porter la mention: « Manifestation d'intérêt relatif à la réalisation de l'étude pour l'évaluation du programme statistique sous-régional 2008-2012 et définition du nouveau programme statistique sous-régional pour la Commission de la CEMAC » à l'adresse suivante:

Commission de la CEMAC,
Siège provisoire au Parlement de la CEMAC, BP 298 Malabo,
(République de Guinée Équatoriale).

LE PRÉSIDENT,


Pr Daniel ONA ONDO

COMMUNIQUE

Le cabinet GKM GRANT THORNTON CONGO porte à la connaissance du public ses nouvelles coordonnées:

POINTE-NOIRE:

-Adresse physique: Tour MAYOMBE (à compter du 15 septembre 2018)
Avenue Charles de Gaulle – 9ème étage
-Adresse courriel: secretariatpnr@cabinetgkm.com
-Tél: +242 06 511 07 31 / 05 571 32 77 / 06 655 48 31

BRAZZAVILLE

-Adresse physique: Hôtel LEDGER
-Adresse courriel: secretariatbzbv@cabinetgkm.com
-Tél: +242 06 511 07 28 / 06 666 64 82

Pointe-Noire, le 20 août 2018
André GOMEZ-GNALI
Associé – Directeur Général

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Onanga Oko Valence Livie Zenaïde. Je désire désormais être appelée Sô-Okoko Onanga Valence Livie Zenaïde. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition pendant un délai de trois mois.

RESIDENCE ARCHANGE À POINTE-NOIRE

Location des chambres équipées et climatisées avec un point cuisine A partir de 10 000 francs Cfa la nuitée au quartier SIAFOUMOU non loin de la clinique du Dr Mongo

Contact: 06 820 00 73 / 06 652 75 29
E-mail: mesmin.tambika@hispeed.ch
Site web: residence archange.jimdo.com



MADAGASCAR

Hery Rajaonarimampianina démissionne de la présidence

Pour engager sa campagne afin de briguer un deuxième mandat à la magistrature suprême lors des élections prévues pour le 7 novembre, le chef de l'Etat a présenté sa démission le 7 septembre.

Le président de la République a démissionné pour respecter la Constitution du pays qui oblige tout président en exercice, notamment celui qui désire briguer un second mandat, de quitter ses fonctions deux mois avant la tenue des élections. « *Cher peuple, le moment est venu pour moi de démissionner, conformément à la Constitution. J'ai déposé aujourd'hui à la Haute-cour constitutionnelle une demande d'officialisation de cette démission* », a déclaré Hery Rajaonarimampianina. Selon la Constitution malgache, l'intérim de la direction du pays

a été confié à la deuxième personnalité de l'Etat, notamment le président du Sénat, Riko Rakotovo, issu du parti présidentiel. Il assurera cet intérim jusqu'à l'investiture du président élu. A en croire les sondages de la population, élu en 2013 à l'issue d'une longue période d'instabilité politique, Hery Rajaonarimampianina est vivement contesté depuis quelques mois par ses rivaux, qui l'accusent de vouloir les faire taire. Ainsi, pour manifester leur mécontentement, les partisans de l'opposition descendaient tous les jours dans les rues de la capitale du pays. L'objectif de ces mouve-



Hery Rajaonarimampianina

« Cher peuple, le moment est venu pour moi de démissionner, conformément à la Constitution. J'ai déposé aujourd'hui à la Haute-cour constitutionnelle une demande d'officialisation de cette démission »,

ments populaires était d'exiger sa démission ainsi que l'annulation de la loi électorale. C'est pour quoi, saisie du dossier, la plus haute juridiction du pays a ordonné la formation d'un gouvernement de coalition qui a permis de sortir Madagascar de l'impasse et

de ramener le calme.

Ravi du fait que sa démission lui donne le droit de repartir en campagne, l'ex-chef de l'Etat a assuré que les rencontres avec la population dans divers endroits du pays restent pour lui de bons souvenirs.

Notons que la lutte sera de taille, car Hery Rajaonarimampianina sera opposé à ses deux prédécesseurs, notamment Andry Rajoelina, qui a géré les destinées du pays de 2009 à 2014 et Marc Ravalomanana de 2002 à 2009.

Rock Ngassakys

" Enfin au CONGO ! "

Condor

Prenez votre envol !

" SOYEZ LES BIENVENUS ! "




- Qualité, Prix, Service après vente assuré

📍 Camp Clairon, Brazzaville, Congo
en face de la station Puma

☎ 05 035 06 06

www.condor.dz

JOURNÉE MONDIALE DE L'ALPHABÉTISATION

Lions club international offre des ouvrages au complexe scolaire de Kintélé

L'acte posé le 8 septembre, dans l'établissement scolaire de la banlieue nord de Brazzaville, a pour objectif de pousser les enfants à s'initier et à s'habituer à la lecture, le constat étant qu'ils lisent de moins en moins.

Le 8 septembre de chaque année, la communauté internationale célèbre la Journée mondiale de l'alphabétisation. Le thème de cette année, « *Alphabétisation et développement des compétences* », a permis au Lions club international D403B1-R25 d'offrir un lot important d'ouvrages au complexe scolaire de Kintélé (Mille logements), une banlieue nord de Brazzaville. Cette action a été pilotée par trois clubs, à savoir Brazzaville Doyen présidé par Rolland Faouzi Salou, le club Bokassi animé par John Pembolo et le club Elikia que dirige Sisti Samba, avec l'assistance des autres clubs de la région 25 et des Dépêches de Brazzaville.

« *Les enfants ne lisent plus alors que quand nous grandissons la lecture était importante. Les bibliothèques faisant défaut dans*

les établissements, nous avons pensé qu'il fallait apporter une certaine quantité d'ouvrages pour booster les enfants à la lecture », a déclaré Rolland Faouzi Salou.

Claude Comlan Dossou, président de la région 25 de Lions club, a justifié le choix du complexe de Kintélé par le fait que cet établissement accueille les enfants des déplacés du 4 mars 2012 (la catastrophe des casernes de Mpi-la). L'objectif étant de les alphabétiser. « *Nous devons leur montrer comment lire, écrire et faire des calculs. Par ailleurs, nous conseillons aux parents aussi d'envoyer les enfants à l'école et de les mettre dans de bonnes conditions pour qu'ils puissent bien étudier depuis la maison jusqu'à l'école* », a-t-il déclaré.

Pour l'occasion, Lions club international a invité Grégoire



Le président de la région 25 du Lions club international remettant un échantillon d'ouvrages au vice-président de l'Apeec

Nganga, conseiller d'orientation au ministère de l'Enseignement supérieur, afin d'aider les enfants à choisir leur métier d'avenir en passant par une formation pré-

cise. « *Lions club international a pensé qu'on pouvait entretenir des élèves des classes de cinquième, seconde et terminale pour essayer de leur par-*

ler de la notion de l'orientation, c'est-à-dire comment les aider à choisir le métier d'avenir. Car, aujourd'hui ce problème se pose avec beaucoup d'acuité parce que les parents veulent imposer à leurs enfants ce qu'il faut faire alors qu'ils ne développent pas les mêmes facultés ni moins les mêmes capacités », a-t-il signifié.

Recevant les ouvrages, Roseline Mpolo, directrice de l'école primaire de Kintélé, et Hippolyte Okouya, vice-président de l'Association des parents d'élèves et étudiants du Congo, ont promis d'en faire bon usage, en les mettant à la disposition de la bibliothèque de l'établissement.

Outre la remise des ouvrages et l'exposé sur l'orientation scolaire, la célébration de cette journée au complexe scolaire de Kintélé a été également marquée par la lecture, les jeux ludiques. Ce complexe est constitué d'une maternelle, une école primaire, deux collèges et un lycée.

Bruno Okokana

ANGOLA

Dos Santos prend sa retraite politique

L'ex-président de la République va quitter définitivement la politique, le 8 septembre, en cédant la direction du parti au pouvoir à son successeur, Joao Lourenço. Un épilogue d'une transition crispée entre les deux hommes.

L'Angola tourne la dernière page de l'ère Dos Santos. A la fin d'un règne absolu entamé en 1979, José Eduardo dos Santos, malade, avait exprimé le souhait de quitter le pouvoir en douceur, à contrepied de nombre de ses collègues africains.

Il y a un an, il a transmis le témoin à son ex-ministre de la Défense, Joao Lourenço. Prudent, il avait toutefois gardé la direction du tout-puissant Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), le véritable siège du pouvoir.

Samedi, le « camarade numéro 1 », âgé de 76 ans, avait également rendu à Joao Lourenço les clés du parti, à l'occasion d'un congrès extraordinaire. « *Le retrait de Dos Santos est un tournant décisif dans la transition politique en Angola* », résume l'analyste Alex Vines, du centre de réflexion britannique Chatham House, ajoutant: « *le passage de témoin entre lui et Lourenço a été chaotique et conflictuel* ».

En choisissant pour dauphin un cacique de son régime, le maître du pays pensait pouvoir couler une retraite paisible. Ses proches contrôlaient les secteurs stratégiques de l'économie, comme la compagnie pétrolière nationale confiée à sa fille Isabel, sixième fortune mondiale dans le top 10 des milliardaires noirs les plus riches du monde en 2018, selon Forbes. Et ses fidèles dirigeaient l'armée et la police.

Mais, à la surprise générale, celui qui

était présenté comme le « docile » Joao Lourenço s'est vite affranchi de l'autorité de son prédécesseur en s'attaquant de front à son empire. Au nom de la relance d'une économie en crise et de la lutte contre la corruption, il a débarqué Isabel dos Santos de la direction de la Sonangol et son demi-frère Jose Filomeno, dit « Zenu », de celle du fonds souverain du pays. Ce dernier a même été inculpé de détournement de fonds publics. En quelques mois, la plupart des proches du clan Dos Santos ont été méthodiquement écartés de la tête des institutions, des entreprises publiques et du parti. Ce grand ménage a suscité de vives tensions. L'ancien président lui-même s'en est publiquement ému. « *Les changements sont nécessaires mais ne devraient pas être aussi radicaux* », avait lancé José Eduardo dos Santos en décembre dernier.

Des angles fausement arrondis entre Dos Santos et son successeur

Tout au long des derniers mois, les deux hommes et leur entourage se sont appliqués à arrondir les angles. « *Tout s'est passé normalement, il n'y a eu aucune turbulence* », assure la secrétaire générale de l'organisation des femmes du parti, Luzia Inglés. Mais en coulisses, leur bras de fer s'est prolongé jusqu'au dernier jour. Dos Santos avait proposé de quitter la présidence du MPLA au

plus tard en avril 2019, Joao Lourenço a refusé et fixé d'autorité la date de son départ ce 8 septembre.

Pour les analystes, cette victoire confirme que le pouvoir a changé de camp, ce que l'intronisation de l'actuel chef de l'Etat à la tête du parti gravera définitivement dans le marbre. « *Le congrès de samedi ne changera rien de significatif sur le fond* », prédit Benjamin Augé, analyste à l'Institut français des relations internationales. « *Lourenço s'est déjà autonomisé en écartant la fille et le fils de Dos Santos des affaires* », poursuit-il en concluant: « *tous les secteurs du pays ont été purgés* ». « *Les mesures prises par Lourenço sont encourageantes. Il ne les a pas prises pour conforter son pouvoir personnel mais pour le bien de tout le pays* », souligne l'ancien secrétaire général du MPLA et ex-Premier ministre (1992-1996), Marcolino Moco. Mais l'opposition ne croit pas à ce revirement car, rappelle Lindo Bernardo Tito, vice-président de la Casa-CE, Lourenço a occupé un rôle éminent dans ce pays, il a été au cœur des décisions qui ont abouti à la situation d'aujourd'hui.

Chômage endémique, croissance en berne, déficits inquiétants, le deuxième producteur pétrolier d'Afrique subsaharienne ne s'est toujours pas remis de la chute en 2014 des prix du baril. Depuis son élection, « JLo », ainsi qu'il est surnommé, a multiplié les réformes, notamment du secteur pétrolier, et tenté de rassurer les investisseurs étrangers. Mais sa tâche reste immense.

Josiane Mambou Loukoula
et AFP

FOIRE DES PRODUITS ÉGYPTIENS

La septième édition se clôture cette semaine

La manifestation culturelle et commerciale devra fermer ses portes le 15 septembre sur la place de la mairie de Poto-Poto, troisième arrondissement de Brazzaville. Pour ces derniers jours, les promoteurs annoncent une offre promotionnelle.

L'exposition des produits égyptiens et du Moyen-Orient bénéficie du soutien du ministère congolais du Commerce ainsi que de la mairie de Poto-Poto. L'événement qui a duré plus de cinq semaines, selon les promoteurs égyptiens de la « La maison moderne », est avant tout un moyen de renforcer les liens d'amitié et de coopération entre la République du Congo et l'Egypte.

La crise financière que connaît le pays a eu raison de cette édition, malgré l'espoir affiché par le directeur de l'exposition, Karim Megahed. « *Nous sommes ici à Brazzaville pour faire la culture égyptienne à travers des articles made in Egypte* », a-t-il confié. Pour cette dernière semaine, il a annoncé une nouvelle promotion sur tous les articles du cosmétique, de la parfumerie, de maroquinerie, du luminaire, de la bijouterie, de la cuisine, des meubles...

Pendant ces semaines animées, les visiteurs ont pu découvrir des objets de l'intérieur et de la décoration, y compris de l'Egypte moderne : des salons complets, des meubles de chambre à coucher, de jardin, de salle de bain, des tapis décorés pour le salon ; des tableaux ; des mobiliers de bureau ; des rideaux ; des tables et de l'architecture moderne. Cette manifestation a offert la possibilité, se félicite le promoteur Karim Megahed, de présenter des produits et services à un public intéressé. Il s'agit, a-t-il ajouté, d'un idéal non seulement pour les chaînes commerciales, les grossistes et les

détaillants, les grands magasins, les maisons de vente et les boutiques, mais aussi pour les architectes d'intérieur et les importateurs.

« *Nous ne faisons pas du commerce mais voulons juste valoriser, dans les pays africains, nos articles qui sont des produits traditionnels* », a assuré le directeur de la foire. Les promoteurs de la foire des produits égyptiens animent également des marchés forains au Gabon, au Maroc et dans d'autres pays africains.

Fiacre Kombo

« Nous ne faisons pas du commerce mais voulons juste valoriser, dans les pays africains, nos articles qui sont des produits traditionnels »

À L'ATTENTION DES CITOYENS RUSSES RÉSIDENT EN RÉPUBLIQUE DU CONGO

L'Ambassade de la Fédération de Russie tient à informer les citoyens de la Fédération de Russie résidant en République du Congo que les élections parlementaires supplémentaires seront organisées :

- le 08 septembre 2018 à Pointe-Noire: 21, avenue Moe Telli, Centre-ville «A», arr. 1 Lumumba (bureau du Consul Honoraire de la Russie),

- le 09 septembre 2018 à Brazzaville au Centre culturel russe, sis 26, avenue Amilcar Cabral à côté du supermarché Casino. Coordonnées de la commission électorale :

Tel. 05-550-30-14,

E-mail: amrussie@yandex.ru.

La participation de tous est vivement souhaitée !



IN MEMORIAM

Déjà trois années que tu nous a quitté Papa ! Le temps passe si vite, mais ton souvenir est plus que jamais là.

A l'occasion de ce triste troisième anniversaire, du décès de notre très cher bien-aimé Père et Mari, Gilbert Okondza.

Les enfants Okondza : Justin, Opias, Gilthèse, Gandy, Gracette, Espérance, Viha, la veuve Thérèse Okondza et la Famille

Vous prient de se joindre à eux, afin d'avoir une pensée en mémoire de l'âme de cet illustre homme.

A cet effet, une messe pour le repos de son âme, sera dite ce dimanche 16 septembre 2017 à 10h30 à l'église Sainte Marie de Ouenzé.

Papa, nous ne n'oublierons jamais, que Dieu te bénisse.

Le groupe des Universités d'Etat russes RACUS en association avec le Centre culturel russe à Brazzaville et le Consulat Honoraire de Russie à Pointe-Noire vous invitent à



ETUDIER EN RUSSIE

HAUTE QUALITE • PRESTIGE • RECONNAISSANCE MONDIALE

Médecine générale (en français et en russe); Pharmacie (en français et en russe); Médecine dentaire (en français et en russe); Médecine vétérinaire (en anglais et en russe); Pétrole et gaz (en français et en russe); Agronomie (en anglais et en russe); Génie civil (en anglais et en russe); Génie mécanique (en anglais et en russe); Géologie; Génie des mines; Technologie des procédés de transport; Sciences économiques; Gestion; Architecture; Télécommunication; Informatique; Aviation; Construction navale et navigation maritime et plus de 500 filières médicales, techniques, économiques et humaines dans plus de 20 meilleures universités.

LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES!

WWW.EDURUSSIA.RU

Frais d'études et d'hébergement:
de 2500 à 3500
dollars américains par an

Adresses pour les inscriptions:

à Pointe-Noire

Consulat Honoraire de Russie
Avenue Moe Telli, Centre - ville,
Arr. 1 Lumumba (Rond - point Davum)
Tél: +242 055005560
WhatsApp: +375296116171
Email: russkiymir.congo@gmail.com

à Brazzaville

Centre culturel russe de Brazzaville,
Avenue Amilcar Cabral
(à côté de Casino, ex-Score)
Tél.: 22.281.19.22, port.: 06.664.62.95
Email: racuscongo@gmail.com



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

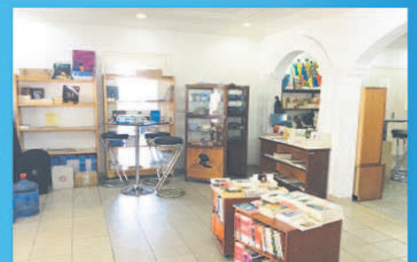
LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations :**

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila),
Brazzaville République du Congo

CHRONIQUE

Le « LagosPhoto Festival »

Il y a neuf ans déjà naissait, le « LagosPhoto Festival » dans le but d'accueillir, durant un mois dans toute la ville, des expositions, ateliers et conférences-débats autour de la photographie, racontant et mettant en relief la diversité artistique africaine de manière particulière mais aussi les talents locaux.

La neuvième édition ouvrira ses portes du 27 octobre au 15 novembre prochains et plus de vingt-cinq photographes et artistes visuels sont attendus qui viendront de Madagascar, du Ghana, de la Tunisie mais aussi d'Allemagne.

Cette année, le festival LagosPhoto qui est devenu en cinq ans l'une des plus grandes manifestations du continent africain dans le domaine, va explorer la manière dont le passé, le présent et l'avenir se rencontrent, à travers la thématique «Time has gone».

Ce concept exprime l'urgence du temps qui passe et explore les configurations par lesquelles le passé, le présent et le futur s'interpénètrent par le biais de la photographie.

Le temps y est appréhendé sous différents angles. Pour les photographes de documentaire, il y est organisé un concours, le prix du meilleur Portfolio du LagosPhoto Festival, qui permet aussi de devenir potentiellement contributeur pour le National Geographic, avec une récompense de cinq mille dollars à la clef.

Chaque année, l'événement organise une variété d'ateliers, de tables rondes, de conférences d'artistes et de critiques de portefeuilles au cours desquels les jeunes Nigériens se confrontent à ces œuvres qui racontent l'histoire de l'Afrique et de leur pays, mais échangent également avec les photographes présents. La manifestation permet, par ailleurs, de présenter au regard du monde le chaos de Lagos qui compte près de vingt millions d'habitants.

LagosPhoto demeure à ce jour le seul festival international de photographie artistique au Nigeria. Il présente la photographie sous le prisme de l'histoire tant ancienne que contemporaine, les programmes sociaux déployés ainsi que la réappropriation et l'utilisation des espaces publics.

S'il est aussi un moyen d'encourager les photographes à aller au-delà des réalités de la vie quotidienne, lors de la cinquième édition, il s'interrogeait sur le rôle de la femme dans la société ou encore sur des scènes de rites initiatiques devant l'objectif du photographe français, Patrick Willocq.

Au programme, que de l'alléchant, entre autres, l'école d'été, une collaboration entre la Fondation LagosPhoto et Neue Schule für Fotografie Berlin, la création du programme d'intégration du développement des capacités.

En ce qui concerne les événements rattachés, l'on peut épingler l'exposition Canon Alumni ouverte depuis le 31 août, qui présente le travail des participants des ateliers LagosPhoto et Canon Storytelling 2016-2018, engagés à inspirer et à nourrir les conteurs visuels de la région tout au long de leur carrière.

Dans tous les cas, nous recommandons le LagosPhoto Festival qui se révèle en tant que diversité africaine à l'état pur car comme le précise si bien le fondateur, M. Nwagbogu, «La photographie est vraiment le média le plus puissant, parce que tout le monde peut participer».

Ferréol Gassackys

ARTS PLASTIQUES

Une exposition collective de la rentrée

A Paris, sur une proposition d'Elisabeth Golovina-Benois, quatre jeunes femmes artistes, à savoir Wiame Haddad, Marie Sommer, Katarzyna Wiesiolek et la Congolaise Willys Kezi offrent une constellation d'œuvres exposées à la Galerie Eric Dupont, dont le vernissage a eu lieu le 6 septembre.

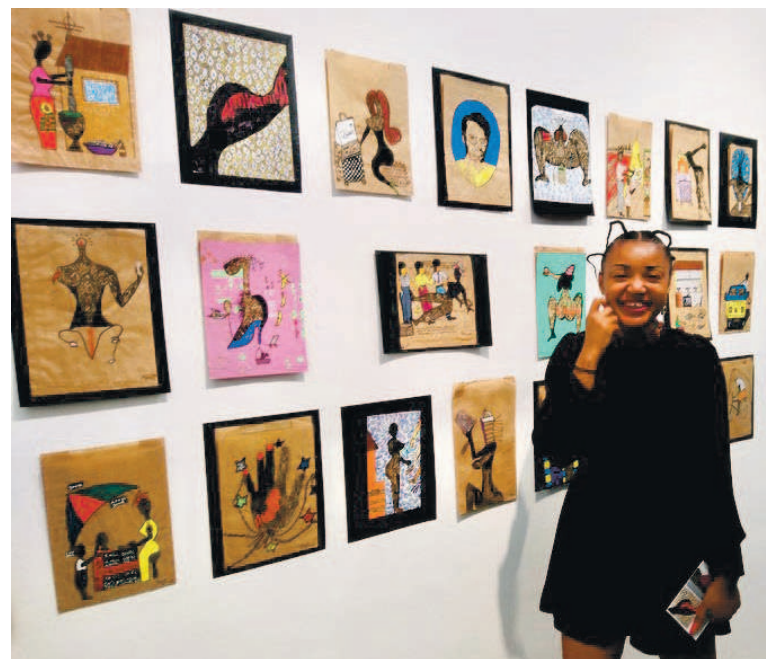
Occupant chacune d'elles une des parties de la salle d'exposition de la Galerie parisienne du troisième arrondissement, les quatre jeunes femmes proposent leurs œuvres chargées des épures de territoires imaginaires entre émotion, histoire et politique. Elles seront accrochées dans cet espace jusqu'au 23 septembre.

Wiame Haddad

Artiste d'origine marocaine et tunisienne, elle propose des photographies issues de trois séries élaborées autour de la représentation de l'enfermement d'anciens prisonniers politiques marocains. Celles-ci mettent en tension le corps individuel et l'histoire. « Comment donner forme à ce qui était dissimulé dans les ténèbres de cellules, censuré de la mémoire collective par les pouvoirs politiques ? ». Des interrogations pour ensuite aboutir à une reconstruction d'un espace et d'un temps permettant aux corps meurtris de se mouvoir à nouveau dans l'histoire individuelle et collective.

Marie Sommer

Au terme d'une longue quête en ex-Yougoslavie à la recherche des restes de ce territoire invisible, la diplômée de l'Ecole photographique d'Arles en 2012 a découvert la bibliothèque de l'Ecole politique Josip Broz Tito à Kumrovec, au nord de l'actuelle Croatie. Des centaines d'ouvrages de l'ère communiste encore présents, gisant abandonnés puis oubliés, composent des paysages post-apocalyptiques et muets désertés par les humains, ces humains-là, et rappellent à la mémoire la construction idéologique de l'ancien bloc de l'Est et l'oubli dans lequel l'histoire du vingtième siècle s'enfonce. Les photographies issues de ce travail, « Les Ruines circulaires »,



Le public à la découverte des œuvres de Willys Kezi lors du vernissage de l'exposition collective à la Galerie Eric Dupont à Paris/Crédit photo : Marie Alfred Ngoma

témoignent des restes d'une disparition, un passage de l'histoire dont la mémoire ne tient parfois qu'au miracle d'un lieu intouché.

Katarzyna Wiesiolek

Face aux rayonnements de l'infiniment petit, son velours noir des dessins au fusain laisse place au rayonnement de l'infiniment grand et lointain. Etudiante en dernière année à l'Ecole des Beaux-Arts de Paris, exposée dans le cadre du 63e Salon de Montrouge en France, elle élabore des dessins hyperréalistes au fusain d'une grande intensité mais qui échappent à l'anecdote ou à toute forme de narration par leur cadrage, parfois à la limite de l'abstrait. Le dos des amis, cadrés de près, sont pris dans leurs imperfections. Grains de beauté, rides, traces de vêtements, deviennent constellations en miroirs inversés du rayonnement des astres.

Willys Kezi

Diplômée en 2008 des Beaux-Arts de Kinshasa, en République

démocratique du Congo, elle présente sa série «Blessure/ Luxure». Des œuvres à travers lesquelles elle questionne les clichés véhiculés sur les réseaux sociaux par les femmes elles-mêmes. Elle croise des saynètes humoristiques inspirées des photographies trouvées sur les profils internet qu'elle suit, avec des souvenirs du Congo où elle a grandi et les portraits de ses hommes politiques. Ses dessins aux couleurs vives sont réalisés sur des sachets de courses en papier, sur lesquels s'entrechoquent des « hastags », marques de luxe, parures, corps sexuels offerts, « Destination bonheur », jetés comme autant d'affirmations consuméristes et dictatoriales. Mais sur les sachets froissés et jetables, le glamour vacille et les mots se défont : derrière la lumière crue de ces images reines, imposantes et écrasantes, se profile, tendre et cruelle, la fragilité de ce qui ne se dévoile pas par étiquettes ou mises en scène : leur fragilité politique et intime.

Marie Alfred Ngoma

ANNIVERSAIRE

À l'occasion du premier anniversaire de leur mariage, le couple Neslie Lucrèce et Prince Germady Moukiamma remercie les parents, amis et connaissances d'avoir contribué par leur présence et attention afin que ce jour soit le plus beau de leur vie. Merci, grâce à vous, il restera gravé dans nos coeurs.



INTERVIEW

Yves Mayilamene : « Le secteur bancaire change, se digitalise et les besoins en ressources humaines évoluent »

Le nouveau directeur exécutif en charge des ressources humaines du Groupe bancaire panafricain Ecobank, nommé le 22 août dernier, nous parle de ses missions en vue d'augmenter le niveau d'impact de son département dans la réalisation des objectifs du groupe.

Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : Vous venez d'être nommé directeur exécutif du groupe Ecobank, en charge des ressources humaines. En quoi va consister votre travail et quelles seront vos priorités ?

Yves Mayilamene (Y.M.) : C'est une lourde responsabilité mais brièvement, je dirais que mon travail consiste à définir et exécuter la politique et la stratégie de gestion du capital humain du groupe Ecobank.

L.C.K. : Quelle est l'envergure de la direction des ressources humaines d'Ecobank ?

Y.M. : Pour un effectif global de l'ordre de seize mille employées, le département des ressources humaines compte dans son ensemble à ce jour cent soixante-onze personnes réparties dans divers pays où nous opérons.

L.C.K. : Quel bilan faites-vous du programme eStar (Ecobank strategic talent review) ?

Y.M. : Le programme eStar est en fait notre programme interne de gestion de nos talents. C'est



Yves Mayilamene

une approche qui nous permet d'identifier des talents en interne, mettre en place des plans solides de développement pour ces derniers en utilisant l'expertise de notre académie à Lomé. Ceci nous permet d'avoir un vivier des cadres de banque de classe mondiale qui peuvent occuper des postes de responsabilités dans la banque. Il y a encore beaucoup à faire mais je dois avouer que le bilan est positif. Aujourd'hui, nous recrutons très peu en externe

pour des postes de responsabilités en privilégiant des promotions en interne parce que nous avons un excellent vivier.

L.C.K. : Quelles sont les procédures de sélection au sein d'Ecobank ?

Y.M. : En fonction du niveau de recrutement, nous utilisons différentes approches et outils de sélection. En bref, je pourrais dire que la philosophie reste que pour chaque recrutement, il faut

choisir le meilleur candidat dans un échantillon donné et pouvoir le justifier.

L.C.K. : Selon vous, quels sont les besoins en ressources humaines dans le secteur bancaire en Afrique en général ?

Y.M. : Le métier de la banque change, la banque se digitalise et les besoins en ressources humaines évoluent. Aujourd'hui, en plus des besoins classiques des financiers, la banque recherche, de plus en plus, des profils IT, des commerciaux, des spécialistes en distribution, ...

L.C.K. : Que peuvent être ces meilleurs profils à recruter ou à promouvoir pour une banque comme Ecobank ?

Y.M. : Des Africains talentueux qui ont une passion pour le continent et qui partagent la vision du groupe pour l'intégration financière de l'Afrique.

L.C.K. : La promotion du genre est-elle un élément essentiel dans la politique des ressources humaines d'Ecobank ?

Y.M. : Ecobank fait des efforts et continue de faire des grands progrès en matière de diversité et promotion du genre. A ce jour, les femmes représentent jusqu'à 44% de l'effectif global du groupe et environ 30% du management sont des femmes.

L.C.K. : Avez-vous des difficultés dans le recrutement et la gestion des ressources humaines ?

Y.M. : Gérer les ressources humaines dans notre environnement n'est pas facile du tout. Vous êtes soumis à des pressions de toute part, des recommandations dans tous les sens, des intimidations par-ci par-là. La pression sociale et le taux élevé du chômage dans nos pays rendent le travail difficile. Il faut savoir faire la part des choses et trouver le bon équilibre pour être performant.

L.C.K. : Les projets de votre direction ?

Y.M. : En continuant sur les progrès réalisés par mon prédécesseur, notre objectif est de positionner le département des ressources humaines afin d'augmenter son niveau d'impact dans la réalisation des objectifs du groupe, en se focalisant sur les initiatives stratégiques : la fourniture des solutions d'apprentissage et de développement de la personne ; la gestion intégrée des talents ; l'efficacité organisationnelle ; la gestion effective de la rémunération et autres avantages ; l'efficacité et l'efficacité des employés ainsi que l'automatisation et la numérisation des processus de gestion des ressources humaines.

Propos recueillis par Patrick Ndongidi

ENJEUX ÉLECTORAUX

Deux experts des commissions électorales de la SADC en appui à la Cén

Les pays membres de la sous-région suivent de près l'évolution du processus électoral en République démocratique du Congo (RDC). Un processus qui requiert leur contribution aux fins d'un aboutissement heureux .

La communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), par l'entremise du forum des commissions électorales nationales des pays membres, vient de décider l'envoi en RDC, dans les jours à venir, de deux experts en appui au travail de la Commission électorale nationale indépendante (Céni).

C'est ce qu'a révélé le communiqué final ayant sanctionné la séance de travail qu'une délégation de cette structure spécialisée de la SADC a eu le week-end dernier avec les responsables de la Céni à Kinshasa.

Ces experts de la SADC vont se

mouvoir aux côtés d'autres experts de la région déjà à l'œuvre dont ceux de la Monusco et du Programme des Nations unies pour le développement, dans le but de donner plus de garanties de crédibilité au processus électoral en RDC sujet à diverses inquiétudes au regard de son évolution en dents de scie. Pour l'heure, heureusement, tout paraît baigner dans l'huile. Les différentes activités prévues dans le chronogramme électoral sont exécutées les unes après les autres, confirmant ainsi aux yeux de l'opinion, la volonté de la Centrale électorale d'organiser des élections combinées le 23 décembre prochain. Par ailleurs, une mission d'observation des commissions électorales de la SADC est également attendue dans les prochains jours en RDC. Elle sera conduite par Hamid Mahmoud Hamid, président de la commission élec-



torale de Zanzibar. Cette mission viendra s'ajouter à celles d'autres organismes tant nationaux qu'internationaux qui ont déjà fait part de leur intention d'envoyer des observateurs pour superviser le déroulement des opérations de

vote, à l'instar de la Conférence épiscopale nationale du Congo. Cette dernière, pour rappel, avait annoncé, en août dernier, son intention de déployer jusqu'à quarante mille observateurs électoraux lors des scrutins de cette

Un électeur accomplissant son devoir civique année. Notons que la Céni a été invitée à prendre part, du 22 au 27 octobre à Maseru (Lesotho), à la vingtième conférence annuelle des commissions électorales des pays de la SADC.

Alain Dlasso

OPPOSITION POLITIQUE

Début des grandes manœuvres pour dégager un candidat commun

A moins de trois mois de l'échéance du 23 décembre, la plate-forme est encore loin de trouver l'oiseau rare qui représentera ses intérêts.

Après les arrêts rendus par la Cour constitutionnelle qui a invalidé quatre des vingt-cinq candidats ayant postulé à la présidence de la République, et en attente de la liste définitive que s'apprête à publier la Commission électorale nationale indépendante, l'heure est à présent aux tractations au niveau de l'opposition appelée à repenser ses stratégies par rapport à la suite du processus. Les arrêts de la haute juridiction nationale étant définitifs et sans appel, l'opposition est dorénavant contrainte de redéfinir une ligne directrice en fonction des actions qu'elle compte initier en prévision d'une victoire électorale qu'elle croit certaine. C'est tout le sens à accorder à la réunion qui a eu lieu le 7 septembre à Limete, autour de Félix Tshisekedi dont la candidature à la présidentielle passe aujourd'hui pour l'une des rares encore en lice à être viables du côté de cette famille politique. Le fils biologique de feu Etienne Tshisekedi, dont le corps tarde toujours à être rapatrié, s'est mis dans la peau du rassembleur vis-à-vis de ses pairs de l'opposition présents à cette rencontre. Il y avait là quelques têtes couronnées parmi les présidentiables, à l'image de Martin Fayulu. D'autres cadres étaient également de la partie à l'instar d'Eve Bazaiba, Pierre Lumbi et Gabriel



Choix du candidat unique de l'opposition, une équation à plusieurs inconnues

Kyungu pour ne citer que ceux-là, presque tous obnubilés par la volonté maintes fois exprimée de parvenir à dégager un candidat commun, capable de porter les espoirs de l'opposition lors de la présidentielle de décembre. Face à la dure réalité que représente les invalidations de Jean-Pierre Bemba et d'Adolphe Muzito, deux candidats de taille qui auraient pu bousculer les données en décembre, Félix Tshisekedi croit le moment venu pour fonder en créditant sa candidature auprès de ses pairs. A l'endroit de ses militants qui, quelques heures auparavant, avaient assis-

té au lancement de l'opération de récolte de fonds pour financer sa campagne électorale, il a invité les opposants invalidés de la présidentielle à lui faire confiance. « Nous savons que l'on a fait du mal à certains de nos amis mais la vie ne s'arrête pas là. Nous demandons à nos amis-là [qui ont été invalidés] de nous faire confiance car nous allons continuer le combat en leur nom », a-t-il dit. Conscient de l'enjeu et surtout de la nécessité d'une cohésion entre les forces politiques et sociales de l'opposition, il a invité ses partisans au calme tout en les assurant qu'ils sont déjà à la

porte du pouvoir. « Nous sommes à la dernière étape, nous sommes proches d'accéder au pouvoir », a-t-il déclaré.

Bannir les querelles internes pour un objectif commun

Lors de la réunion, Félix Tshisekedi s'est gardé d'exposer la problématique de sa candidature en ces termes, se gardant toutefois de ne pas blesser certaines susceptibilités. Mais son approche de la question du candidat commun pour laquelle il semble déjà se positionner comme un élément catalyseur dissimule mal ses ambitions de se porter garant pour fédérer toutes les énergies au sein de l'opposition. Et

pour parvenir à une candidature commune, les participants ont noté la nécessité de sensibiliser leurs bases respectives quant à l'inutilité d'entretenir entre elles une guéguerre contreproductive et sans lendemain. Ils se sont convenus de gérer les humeurs de leurs partisans pour éviter des querelles intestines susceptibles de fragiliser encore davantage l'opposition.

Cette rencontre s'est également penchée sur la mise en place, prochainement, d'un calendrier commun d'actions que se propose d'initier l'opposition pour obtenir l'abandon de la machine à voter. « Nous sommes unis, l'idée du candidat commun demeure. Nous tenons aussi à participer aux élections mais des élections crédibles et transparentes, des élections sans machine à voter et sans électeurs fictifs. Nous ne boycottons pas les élections mais nous ne tolérons pas une parodie d'élections », s'est exprimé le candidat Martin Fayulu, lors de la restitution à la presse du contenu de cette réunion. Une autre rencontre est annoncée en Europe dans les jours à venir. Entre-temps, la-bas, l'on apprend qu'il y a déjà une forte mobilisation de l'opposition dans l'optique d'un candidat unique via les représentations des partis politiques ayant pignon sur rue. Mais on est encore loin du choix en moins de trois mois de l'échéance du 23 décembre.

Alain Diao

PHÉNOMÈNE UJANA

L'Acaj interpelle l'autorité urbaine

L'association de défense des droits de l'homme attend du gouverneur de la ville de Kinshasa, la convocation d'une réunion avec des acteurs impliqués dans la protection de la jeune fille afin de riposter en urgence contre le phénomène qui devient inquiétant.

«Ujana» est le nom donné à une mode qui s'enracine de plus en plus à Kinshasa, véhiculée par des jeunes filles âgées de 16 à 18 ans qui se plaisent à porter des vêtements courts et légers, exposant leur corps au public. L'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) s'en est montrée très préoccupée au point où elle a proposé la convocation par le gouverneur d'une réunion qui devra étudier une stratégie rapide pour contrer ce phénomène « avant qu'il ne prenne une grande ampleur sociale ». A cette rencontre, l'Acaj a souhaité également la participation des autorités de la police.

Dans sa correspondance du 6 septembre adressée à l'autorité urbaine, l'Acaj relève que le phénomène Ujana consistait à « porter des habits légers, sexy, faisant transparaître la poitrine et la partie inférieure du ventre », ajoutant : « Leurs messages d'incitation à la débauche et l'escroquerie sont diffusés par certains médias dont ceux en ligne. C'est une forme de prostitution qui porte atteinte aux bonnes mœurs ».

L'impuissance de la société

Kinshasa assiste impuissamment à la montée du phénomène «Ujana», ce mot de la langue swahili qui signifie « jeunesse ». C'est donc une nouvelle génération de filles qui cartonne par son accoutrement indécent qui attire les regards au passage. La tolérance face à ce comportement a déjà amené plus d'un à se poser des questions sur la provenance familiale ou sociale de ces filles. « Les parents de ces filles se rendent-ils compte du danger que représente ce comportement ? », s'était enquis



un Kinois qui pense que ce phénomène va assurément contribuer à l'expansion des

maladies sexuellement transmissibles.

« Quel est l'objectif poursuivi par ces filles qui se promènent à moitié nues ? », s'est demandé un autre. Malgré tous ces questionnements, la société assiste, impuissante, à la montée en flèche de ce phénomène, toléré par certains opportunistes qui en profitent pour se faire de l'argent. Là où le bât blesse c'est qu'il y a également des parents qui vont jusqu'à l'encourager, offrant à leurs filles des habits à cet effet. « Ils oublient que ces accoutrements indécents peuvent occasionner le viol que la société déplore », a conclu un autre parent, désespéré.

Lucien Dianzenza

RÉSEAUX SOCIAUX

L'accès au service taxé dans certains pays africains

La mesure appliquée déjà en Ouganda (officiellement depuis le 1er juillet dernier), au Tchad et au Bénin pourrait bien influencer d'autres pays de la région.

Si les retombées économiques sont indiscutables au regard de l'ampleur du phénomène « réseaux sociaux » en Afrique, il va sans dire que les principales motivations de l'instauration d'une taxe restent néanmoins politiques. L'annonce par l'Ouganda de l'entrée en vigueur de cette taxe pour accéder aux services Facebook, Whatsapp et Skype n'a pas fait l'objet d'un grand débat au niveau continental. Mais d'autres pays ont pris la même mesure ou ont fini par lui emboîter le pas, découvre-t-on aujourd'hui dans une étude réalisée par l'Agence Ecofin.

Pour la petite histoire, le président ougandais, Yoweri Museveni, a écrit lui-même à l'Autorité fiscale et au ministère des Finances pour demander l'instauration d'une taxe sur les applications Over The Top comme Facebook, Whatsapp et autres. Le motif avancé est de mettre fin

aux commérages qui nuisent à l'image du pays à l'extérieur. Le tarif utilisé est de 1,56 dollar le mois. Certes, les mouvements de protestation des consommateurs n'ont pas tardé dans les rues de Kampala, la capitale ougandaise. L'on parle même d'une action judiciaire d'un collectif d'avocats devant la Cour constitutionnelle mais sans succès.

En mars dernier, un autre pays, le Tchad, a décidé tout simplement de bloquer l'accès aux réseaux sociaux. Cette mesure visait à empêcher les mouvements sociaux d'ampleur. En effet, les syndicats et plusieurs organisations de la société civile se concentraient généralement sur internet. Pour éviter des dysfonctionnements consécutifs à l'arrêt d'internet sur l'économie tchadienne, les autorités du pays ont finalement pris l'option de se limiter à l'accès aux réseaux sociaux. Par ailleurs,

il y a aussi le Cameroun, en janvier, qui a reconnu la nécessité de mieux réguler les progrès technologiques et la libéralisation des télécommunications pour éviter le désordre.

La question centrale n'est pas seulement liée à la maximisation de recettes des télécoms, même si l'enjeu dans ce cas de figure est bien réel, mais aussi à la gestion ou plutôt au filtrage de l'information. Un pays comme la Zambie ne cache pas son intention de lutter âprement contre la prolifération des messages haineux et plusieurs autres interventions subversives. Ses dirigeants ont décidé d'enregistrer les administrateurs de groupe Whatsapp auprès des services et d'élaborer un code d'éthique.

Des arrestations sont envisagées en cas de dérive. Par ailleurs, d'autres lois sur la cyber-sécurité viendront grossir l'arsenal juri-

dique zambien dès 2019.

Une ampleur incroyable

En l'espace de quelques années, les réseaux sociaux sont devenus un véritable phénomène en Afrique. Tout en réduisant la notion de distance entre les familles séparées, le service s'est avéré aussi efficace pour faire circuler des informations sensibles en un temps très court. Au contraire, il tend à prendre la place des médias traditionnels par sa capacité à toucher rapidement le grand nombre. Pour les experts en communication, l'information relayée par les médias sociaux est trop superficielle et peu élaborée, avec peu de moyens de vérification. Mais il n'empêche que les consommateurs congolais prennent de plus en plus au sérieux les informations des réseaux sociaux et se méfient paradoxalement des médias traditionnels, surtout publics.

Après avoir bloqué à plusieurs reprises les réseaux sociaux pour

prévenir les risques de débordement lors des mobilisations populaires, la République démocratique du Congo (RDC) n'a pas décidé, du moins à ce stade, de faire le grand saut. Le cabinet Target a réalisé une grande étude sur le phénomène des réseaux sociaux (2018) dans le pays, en relevant une baisse de l'attraction de Facebook de 33 % par rapport à l'année 2017. Ce service occupe la première place, devant Whatsapp et Google. Le cabinet conclut en ces termes : « L'utilisation de la messagerie prend de plus en plus d'ampleur auprès d'internautes congolais qui y trouvent un moyen pratique et économique de s'échanger des informations à travers principalement les réseaux sociaux Facebook et Whatsapp. La recherche des informations sur l'actualité politique en RDC est aussi une activité prépondérante des Congolais sur internet ».

Laurent Essolomwa

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

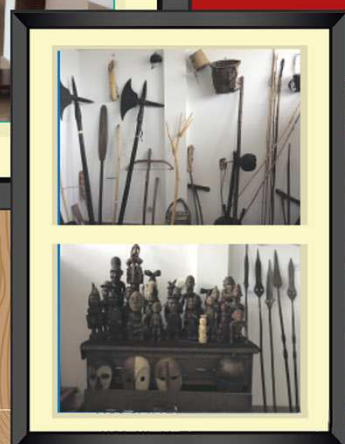
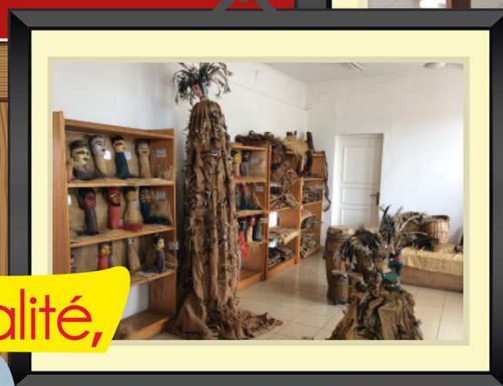
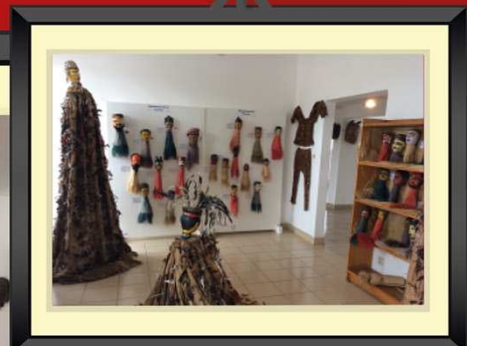
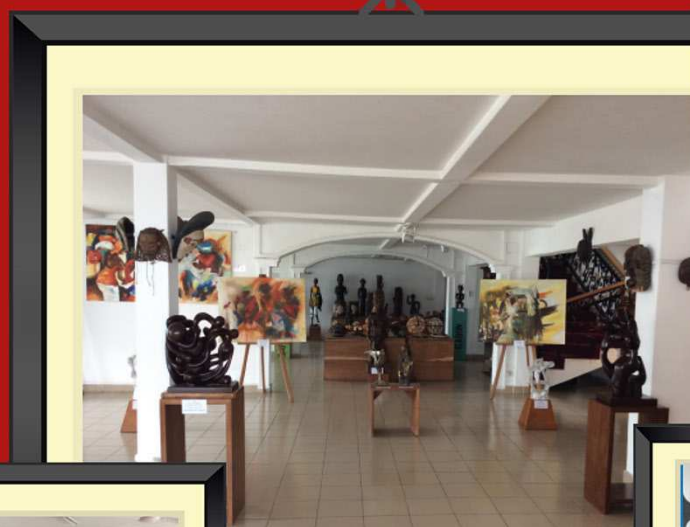


de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

HUMEUR

Des intellectuels passifs face à la disparition de nos langues !

Au sens large du terme, la langue, nonobstant quelques querelles d'écoles, est de façon générale un système de signes linguistiques vocaux, graphiques ou gestuels qui permet aux individus de se communiquer. Hormis nos deux langues dites nationales, le lingala et le kituba, les autres sont en pleine extinction si l'on n'y prend garde.

Cette réalité devenant dangereuse, il est temps de sonner l'alarme afin que tous ces hommes et toutes ces femmes, intellectuels, hommes de lettres et d'art, des linguistiques et pouvoirs publics fassent quelque chose. Si ce n'est pas le cas, d'ici à soixante-dix ans voire moins, nos langues ne seront plus parlées par des générations futures. C'est bien là, la voie irréversible de leur extinction.

Si quelques Congolais vivant en ville, dont l'âge varie entre 60 ans et plus, arrivent encore à s'exprimer dans leurs langues maternelles malgré des accents phoniques qui laissent à désirer pour certains, il n'en est pas le cas pour des générations en-dessous de cette fourchette. Encore que peu sont ceux-là qui transmettent ces langues à leurs progénitures. En gros, les langues maternelles sont en train de s'éteindre par le manque de pérennité.

Ainsi donc, le vili, le téké, le mbochi, le moye, le mbondzo, le kouyou, le makouas parlés au XXe siècle ne sont plus les mêmes aujourd'hui. Oui, d'aucuns diraient que ces langues ont subi une acculturation ou un télescopage linguistique qui a causé d'un côté la perte du « fond sonore » et de l'autre la « forme structurale ». Mais reconnaissons qu'en plus de l'urbanisation progressive qui a une forte incidence sur la disparition de nos langues, il y a aussi la volonté affichée de certaines familles de les faire disparaître, refusant de les transmettre à leurs enfants. Certaines vont même plus loin en punissant sévèrement un enfant qui essaie d'apprendre la langue maternelle. Quel désastre !

Paradoxalement, quand arrivent des échéances électorales, par exemple, ces mêmes parents deviennent des inconditionnels de la langue maternelle lors de leurs descentes dans les localités d'origine, parfois en balbutiant simplement pour convaincre qu'ils sont bien du milieu. Pitié ! Pourtant, ce sont ces mêmes langues qu'ils refusent de transmettre à leurs descendants. Dommage !

Devant cette situation malheureuse, nous jetons l'anathème sur les universitaires, les linguistiques, anthropologues, sociologues, les chercheurs, bref tous les hommes de lettres et des sciences sociales. Car ce sont eux qui devraient être les premiers à se lever pour chercher à faire quelque chose. Le lingala et le kituba sont bien sûr enseignés à l'université, alors pourquoi les chercheurs, les linguistes et les politiques ne travailleraient-ils pas en synergie pour ouvrir des « Centres d'apprentissage des langues locales » pour leur pérennisation ? Oui, la grammaire est prescriptive et la linguistique est descriptive, donc ces hommes de lettres, pris ensemble, pourraient très rapidement réfléchir sur non pas la grammaire du « vili » ou du « mbondzo » mais plutôt sur leur pédagogie-linguistique afin que ces langues se perpétuent diachroniquement.

Le constat est là, il est trop amer. Et si les intellectuels continuent d'assister passivement à l'extinction de ces langues sans faire quelque chose pour leur constance, nous arriverons au point de non-retour où elles ne seront que de vieux souvenirs abstraits. Faisons donc quelque chose !

Faustin Akono

MUSIQUE

Big Tyger entreprend une tournée promotionnelle

Dénommée «Big Tyger Tour», la randonnée verra le rappeur sillonner du 8 au 22 septembre trois villes : Pointe-Noire, Brazzaville et Dolisie.

Après sa conférence de presse animée le 20 août dernier à Pointe-Noire, qui lui avait permis de présenter son premier album intitulé «Black Viking 1», le rappeur congolais est en tournée, en ce mois de septembre, pour faire la promotion de cet opus disponible déjà en support physique et sur toutes les plateformes de téléchargement.

Le 8 septembre à l'Institut français de Pointe-Noire, il livrera un concert gratuit pour le plus grand bien de ses fans. Les 14 et 16 septembre, Big Tyger se produira à Brazzaville avant de clôturer sa tournée à Dolisie, le 22 septembre.

Signalons que son opus produit par Belle Rage Music compte sept titres : «African woman», «Na kangami», «Rihanna», «Like You», «Nzambé», «Love» et un bonus track party.

De son vrai nom Paul Christ Moubamou, Big Tyger est né le 3 sep-



L'affiche de Big Tyger Tour/DR

tembre 1993 à Brazzaville. C'est au sein du groupe Dance for me qu'il entre en 2011 dans l'univers du hip hop pour en devenir aujourd'hui un des fleurons. Deux

ans plus tard, il rejoint le label Belle Rage Music qui va cultiver en lui l'esprit de battant et le dévouement.

Hervé Brice Mampouya

ADIAC TV

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56 | info@adiac.tv | 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso, Brazzaville - République du Congo

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

Arrêt sur image



Les livres d'Alain Mabanckou sont bien présents dans les rayons de la Librairie Congo, immeuble Les Manguiers à Brazzaville.

INSTITUT NATIONAL DU TRAVAIL SOCIAL

Des diplômes délivrés à la première promotion

Cinquante-huit étudiants finalistes, pionniers de l'établissement, ont reçu leurs diplômes de fin de formation des mains de la ministre des Affaires sociales et de l'action humanitaire, Antoinette Dinga Dzondo, le 8 septembre à Brazzaville.

La première promotion 2014-2017, baptisée Emilienne-Raoul, a formé trois catégories de cadres, notamment les assistants du service social (trente-deux), les encadreurs spécialisés (douze) et les animateurs de développement social local (quatorze), soit cinquante-huit au total.

Ces finalistes vont désormais « *accueillir, écouter, accompagner, aider et développer les projets pour les filles mères, orphelins, enfants vulnérables, personnes du troisième âge, population autochtone, jeunes dévoués sans emploi, travailleurs des secteurs public et privé...* », a expliqué Antoinette Dinga Dzondo.

Afin de mieux exercer leur profession, la ministre des Affaires sociales leur a demandé de garder les valeurs de justice sociale, de respecter la dignité de la personne, d'être disponibles, tolérants, autodéterminants, altruistes, discrets et de savoir garder le secret professionnel.

Pour répondre aux évolutions sociales et assurer la formation continue, l'Institut national du travail social, encore en chantier dans la localité d'Ignié, mettra un accent particulier sur la recherche-action, l'animation des milieux professionnels et autres.

« *En effet, conçues comme un institut de formation sociale à vocation régionale, les infrastructures devant abriter l'Institut national du travail social devraient être construites à son siège social à Ignié, dans le département du Pool, à quarante-cinq kilomètres de Brazzaville* », a indiqué la ministre Antoinette Dinga Dzondo. L'infrastructure à vocation sous-régionale aura une capacité d'accueil maximale de six cent quatre-vingt-cinq apprenants dont trois cent quatre-vingt-cinq en formation initiale et trois cents autres en formation continue. Pour sa part, le ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua, s'est félicité de la collaboration interinstitutionnelle pour cette expérience réussie. « *Par le biais de cet institut, nous sommes en train d'ouvrir une page nouvelle à l'enseignement supérieur pour le porter au plus près de la population, des opportunités d'emploi ; de l'adéquation formation-emploi* », a-t-il indiqué.

Signalons que la création de l'Institut national du travail social avait bénéficié du financement de l'Agence française de développement.

Fortuné Ibara

RÉFLEXION

Et Marcel Gotène revint ...

Cinq ans après sa mort, voici que le plus célèbre des peintres africains, Marcel Gotène, revient sur le devant de la scène. Non pour une exposition limitée, partielle et temporaire de son œuvre comme cela s'est produit à plusieurs reprises, mais pour l'écriture de ce que fut sa vie, son long apprentissage de l'art pictural, sa conception de l'être humain, son amour de la nature, ses croyances profondes, sa maîtrise des pinceaux et des couleurs, bref son existence vouée tout entière à la création qui demeure pour une large part ignorée et sous-estimée hors de son pays natal aujourd'hui encore.

Au cœur du mouvement qui se dessine enfin et qui fera très vite de Marcel Gotène une icône de l'art contemporain, tout comme cela s'est produit hier pour Pablo Picasso ou Raoul Dufy, se trouvent les êtres les plus proches de lui. Ceux qui l'ont accompagné jusqu'à sa mort, son épouse et ses deux filles, ceux qui l'ont soutenu avant son décès et qui ont aidé sa famille depuis sa disparition

afin qu'elle vive décemment sans brader les tableaux qu'il leur avait légués et sans détruire les documents uniques, irremplaçables parce que retraçant son histoire qu'elle avait conservée.

Oui Marcel Gotène revient aujourd'hui. Avec la Fondation qui porte son nom et que crée cette même famille dans le but de préserver à jamais un héritage artistique qui n'a pas et n'aura jamais de prix tant il est riche, divers, ancré dans les traditions du Congo, inspiré par la nature, ouvert sur d'autres mondes. Afin, aussi, de lutter contre les déviations de toute nature que générera inévitablement et à terme plus ou moins rapproché l'attention croissante de la communauté mondiale concernant son œuvre. Des déviations que l'Etat lui-même s'emploie désormais à combattre comme le prouve le décret adopté en Conseil des ministres le 20 avril dernier qui « *porte classement de l'œuvre de l'artiste Marcel Gotène au patrimoine national culturel*

de façon à ne pas l'exposer au pillage, au copiage des originaux, au plagiat et à la contrefaçon, dans ce monde en proie au trafic illicite des biens culturels ».

Si nous évoquons ici et aujourd'hui le retour du grand peintre sur la scène publique, c'est parce que le monde va pouvoir enfin découvrir ce que fut sa vie, s'imprégner de sa vision du monde grâce à l'ouverture du site internet qui lui est consacré et qui sera lancé dans les heures à venir. Un site web qui permettra au grand public, sur les cinq continents, de comprendre enfin pourquoi et comment Marcel Gotène devint le génie qu'il fut après avoir été formé à l'école de peinture de Poto-Poto à Brazzaville puis, en France, dans la prestigieuse école de tapisserie d'Aubusson; un site qui présentera les documents ayant jalonné la longue vie de celui que l'on appelle dès à présent «le Picasso de l'Afrique» et les nombreux tableaux, gouaches ou esquisses que sa famille a conservés dans le but de perpétuer sa mémoire.

Si Marcel Gotène revient aujourd'hui, ce n'est pas seulement parce que les siens pensent à juste titre que le temps est venu de retracer cette belle histoire avec des documents et des pièces authentiques que personne n'avait jamais vus jusqu'à présent. C'est aussi parce que là où il repose depuis son décès en 2013, il pense, comme il nous l'avait dit peu avant sa mort, que son œuvre contribuera fortement dans l'avenir à mieux faire connaître le Congo et plus largement le Bassin du Congo sur les cinq continents.

C'est très précisément ce qu'il avait énoncé le 18 novembre 2009 lors de l'ouverture de l'exposition que nous avons organisée à sa demande dans le Musée-Galerie Congo, installé dans l'immeuble des Manguiers que nous occupons en plein cœur de Brazzaville et qui abrite provisoirement la Fondation Marcel-Gotène.

Devoir de mémoire et d'amitié oblige !

Jean-Paul Pigasse